

Institut d'Etudes Européennes
Université Paris 8 – Saint Denis
Spécialité Villes et Gouvernance

Mémoire de Master 1

**Construire la ville avec les jeunes :
L'expérience des Assises de la Jeunesse à Nanterre**



Sarah Cotillard
198261
Année scolaire 2006/2007

Sommaire

Section 1 : Les Assises Jeunesse	5
1/ La volonté politique à l'origine des Assises de la Jeunesse	5
2/ Préparer les Assises : le travail en amont	6
2.1 – "Filmez Jeunesse"	6
2.2 – L'enquête BVA	8
2.3 – Les travaux de Joëlle Bordet.	11
3/ Portrait de la jeunesse de Nanterre.	14
3.1 – La relation des jeunes au monde et à l'avenir	14
3.2/ La jeunesse face à elle même ; l'identité en crise	21
3.3/ La vie de quartier, un cocon familial et amical.	23
3.4/ Le rapport à l'autorité	27
4/ Le 9 décembre : Restitutions, débats et engagements.	30
4.1/ Les conclusions de Joëlle Bordet.	31
4.2/ Les intervenants extérieurs explorent la ville.	32
4.3 / La présentation des engagements et le débat.	34
Section 2 : Poursuivre l'effort - Le stage à la Maison Daniel Féry	36
1/ Le point du 13 mars sur les 30 engagements	37
Thème 1/ Favoriser l'engagement citoyen des jeunes Nanterriens.	37
Thème 2/ Permettre à chaque jeune l'accès à ses droits.	41
Thème 3/ Favoriser l'épanouissement individuel et la réussite scolaire. .	44
2/ « Mon Quartier au Féminin »	47
3/ Le Comité d'usagers de la MEF	48
4/ Bilan du stage à la Maison Daniel Féry	50
Conclusion : Deux mondes à associer pour un avenir commun	52
Bibliographie	54

L'idée de ce rapport est née d'une participation aux travaux de Joëlle Bordet, menés sur le quartier du Parc de Nanterre à l'automne 2006. Cette étude, commandée par la Ville dans l'optique des Assises de la Jeunesse devait servir à mieux comprendre les sentiments et attentes des Nanterriens de moins de 25 ans environ, vis à vis de l'espace qu'ils habitent, qu'il soit physique, politique ou social. D'une manière générale, ce thème était central dans toutes les recherches, tous les évènements mis en oeuvre pour ces Assises. Plusieurs modes d'expression ont été abordés, chacun avec leurs spécificités et leurs contextes.

La spécificité de l'étude du Parc était l'utilisation de l'intermédiaire. Les jeunes gens se sont prêtés au jeu dans des environnements prévus pour libérer leur parole. Par petits groupes, définis par leur classe d'âge, éventuellement par leur activité sportive, ils se sont réunis dans des lieux inscrits dans leur vie quotidienne, où ils pouvaient se sentir en sécurité, et toujours en présence de référents familiers. C'est cette possibilité d'aborder des sujets et des sentiments personnels de façon détaillée, tout en sachant que leurs propos seraient repris et analysés par l'intermédiaire de la psychosociologue qui a permis d'aller plus loin qu'une étude comme celle de l'Institut BVA par exemple.

Il était important que ces jeunes se sentent représentés, par quelqu'un qui puisse les comprendre, et il est certain que l'expérience de terrain de Joëlle Bordet a transformé leur appréhension en espoir, celui que "les choses changent".

Pour mener ces entretiens avec la focalisation et l'attention nécessaires, Joëlle devait pouvoir se concentrer uniquement sur ce qui était dit, et pouvoir enchaîner les phrases et les sujets sans gêne. C'est pourquoi il lui fallait des rapporteurs, destinés à prendre le plus de notes possibles de ce qui était dit, afin qu'elle puisse revenir sur certains détails, conserver des citations pertinentes et marquantes ou retrouver des idées qui lui avaient échappé.

Nous avons été trois étudiantes de Paris 8 à participer à cette étude, afin de pouvoir comparer les notes de chacune et d'obtenir par recouplement des comptes rendus aussi précis que possible. Mais l'expérience a rapidement dépassé cette tâche, pour finir par englober le suivi des Assises et, en ce qui me concerne, la poursuite d'un stage au Service Jeunesse de Nanterre.

La ville de Nanterre possède des caractéristiques qui la différencient de nombreuses autres villes d'Ile de France. Il s'agit de la préfecture, et deuxième ville la plus peuplée des Hauts-de-Seine, département connu pour être l'un des plus riches de France¹. Sa position géographique, entre le quartier de la Défense et la limite naturelle de la petite couronne créée par la Seine, ainsi que le développement des transports garantissent sa proximité d'avec Paris.

Les structures culturelles et sportives sont nombreuses, et sont accessibles à tarifs aménagés pour les jeunes, mais aussi les autres habitants.

Pourtant, Nanterre est considérée comme une ville "populaire". Les logements sociaux constituent 54% de l'habitat, principalement dans des grands ensembles, trois Zones Urbaines Sensibles y sont répertoriées, englobant quatre des neuf quartiers de la ville, ainsi qu'une Zone de Redynamisation Urbaine.

Malgré la proximité de la Défense, le pôle universitaire de Paris-X, le pôle tertiaire de Nanterre-Préfecture et, globalement, la présence de près de 82 500 emplois à Nanterre, pour 86 500 habitants, le taux de chômage s'est stabilisé depuis 2003 autour des 10%. Ce déséquilibre s'explique en partie par le fait que seuls 11% des Nanterriens travaillent dans la ville qu'ils habitent. Dans un lieu où tant d'atouts sont réunis, 20% des familles Nanterriennes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté.²

Ce paradoxe est ressenti de manière ambivalente par les jeunes de la ville, partagés entre l'inquiétude vis-à-vis de leur avenir, la différence frappante entre leur quartier et leur voisinage direct, et l'assurance totale d'être "mieux lôtis que les autres". Il déclenche à la fois une forme de culpabilité et un sentiment d'injustice qu'ils ne veulent pas laisser perdurer pour autant. Ils parviennent donc à articuler critiques et reconnaissance pour la ville, afin de mettre en valeur leur participation à son amélioration.

La population des 11-25 ans de Nanterre regroupe environ 15 000 personnes, ce qui représente 20% des habitants de la ville. Leurs situations sont diverses, mais le défi des Assises s'inscrit, depuis le départ, dans la volonté de construire la Cité avec eux.

¹ La médiane du revenu fiscal s'élèvait en 2004 à 21 477€ par unité de consommation. A titre de comparaison, la moyenne nationale pour la même année était de 15 849€. La médiane de Nanterre était elle de 17 416 soit nettement inférieure à la moyenne départementale. Source : Insee

² Sources : Insee et Nanterre.fr

Section 1 : Les Assises de la Jeunesse

1/ La volonté politique à l'origine des Assises

Depuis 1997, avec la création des Assises pour la Ville, Nanterre s'est engagée dans un processus participatif visant à placer les citoyens en acteurs de la vie locale. Cependant, le constat d'une présence plus réduite des jeunes lors des évènements et débats a démontré la nécessité d'un espace consacré, d'une véritable action visant à une inclusion réelle et efficace des jeunes, afin qu'ils puissent peser sur les décisions municipales, que leurs voix se fassent entendre au même titre que celles des autres habitants. Ainsi, considérées comme l'évolution logique de ce dispositif les Assises de la Jeunesse se sont construites autour de questions sur la place des jeunes dans la ville, et la question de leur citoyenneté en termes de droits et d'engagements.

D'après Gérard Perreau-Bezouille³, adjoint au maire, l'ambition de fond était de permettre un échange direct avec les jeunes sur leurs préoccupations, leur vécu, leurs rapports au pouvoir et à la société afin de répondre au mieux à leurs attentes et besoins. Il s'agissait donc de recueillir leurs paroles et trouver les initiatives qui les intéressent et rassemblent. Une démarche qui, à terme, visait à construire une politique municipale ambitieuse et novatrice ancrée dans l'échange actif. Les Assises constituaient alors la première étape d'une implication réelle et effective des jeunes.

Mais si la volonté première de la municipalité était de permettre aux jeunes de s'exprimer, il semblait tout aussi essentiel de ne pas le faire aux dépens des autres citoyens, ou de les cantonner au service jeunesse. La vie citoyenne, le logement, l'enseignement, la santé et l'action sociale étaient aussi concernés et leurs services référents impliqués dans le cours des Assises, ainsi que d'autres institutions qui concourent à l'action en faveur de la jeunesse. De plus, il aurait été dangereux de réfléchir aux problématiques de la jeunesse sans que les parents et ceux qui la côtoient ne participent à ce processus. Les adultes exprimant souvent des inquiétudes quant à l'avenir de leurs enfants, leur avis était indispensable, et apportait une cohérence nécessaire à la construction du vivre ensemble dans la ville. Cette volonté de ne laisser aucun avis de côté s'est aussi retrouvée dans la méthodologie de l'enquête BVA Opinion.

3 <http://www.nanterre.fr/Ages/Jeunesse/Les+Assises/interview.htm>

2/ Préparer les Assises ; le travail en amont

L'ampleur de la préparation des Assises Jeunesse de Nanterre s'est distinguée par le grand nombre d'initiatives et de démarches engagées dès le début de l'été 2006, soit près de six mois avant les "temps forts", au cours desquels la restitution de tous ces travaux s'est faite, en public et en présence du maire et des équipes municipales. Cette préparation de longue haleine s'est concentrée sur plusieurs niveaux, depuis les conseils de quartier jusqu'aux associations en passant par les services municipaux et les proviseurs de collèges. Les contributions ont été coordonnées par des comités de pilotages hebdomadaires. Une enquête statistique a été menée par l'institut BVA Opinion, une étude ciblée sur le quartier du Parc a été confiée à la psychosociologue Joëlle Bordet. Les aspects artistiques et culturels ont été inclus dans ce travail en amont, notamment à travers le projet "Filmez Jeunesse" ainsi que la réalisation d'une exposition photographique, "Regards sur la ville", et l'intégration de projets antérieurs ; groupes de musique, de danse hip-hop, théâtre-improvisation et "Labobars" mêlant expression artistique, débats et poésie.

2.1/ "Filmez Jeunesse"

Au cours des vacances de la Toussaint, une série de courts métrages a été réalisée par des jeunes de Nanterre venus de tous les quartiers. Le but étant d'encourager les jeunes à recueillir l'expression d'autres, de se positionner devant et derrière la caméra, les ateliers se sont centrés sur la production de films d'environ cinq minutes. Entre le micro-trottoir et le reportage, l'outil audiovisuel se voulait capable de favoriser une expression directe et plus libérée que les débats publics, et ce, toujours dans la volonté d'intégrer pleinement les jeunes Nanterriens aux travaux des Assises.

Le 25 octobre, dix-sept jeunes gens, entre 14 et 25 ans se sont retrouvés à l'Agora. Leurs motivations allaient de la simple curiosité à l'enrichissement personnel apporté par une nouvelle expérience. Six groupes se sont ainsi constitués, avec l'appui des médiateurs du service jeunesse, ainsi que d'intervenants spécialisés.

Ils se sont ensuite attachés à la définition de leurs thèmes de travail, les six sujets suivants ont été retenus après délibération :

- *Jeunesse et politique*
- *Le conflit intergénérationnel existe-t-il vraiment ?*
- *Les rapports filles-garçons*
- *Les rapports des jeunes avec la police*
- *La jeunesse et la mode*
- *La jeunesse et la musique*

Le matériel technique a ensuite été distribué aux groupes, et son utilisation expliquée aux groupes. Les conseils pratiques ont pris le pas sur les aspects théoriques, pour pouvoir mettre en valeur la parole, le propos avec une plus grande spontanéité. L'une des opportunités offertes par ce projet était celle de donner aux jeunes Nanterriens la possibilité de décrire leur vie, leur quotidien, et ainsi de restaurer une image de leur ville, de leur quartier qui soit la leur. La problématique de la réputation, de la mauvaise image de leur ville est un thème qui est souvent revenu lors de la préparation des Assises, et "Filmez Jeunesse" était en cela un outil adapté et efficace.

Les tournages se sont organisés, pour la plupart en extérieur afin de partir à la rencontre de la ville. Le groupe travaillant sur le thème Jeunesse et Politique ont eu l'occasion d'interviewer Patrick Jarry, le maire de Nanterre, et celui sur le rapport entre police et jeunes s'est trouvé confronté à des problèmes administratifs pour pouvoir faire de même avec un policier. Les autres ont le plus souvent filmé dans des lieux reconnaissables et très fréquentés, comme l'université, pour assurer la diversité des interlocuteurs. Les projets se sont poursuivis avec les montages et production, toujours effectués par les groupes eux-même, et avec la fin des vacances, des DVD de leurs films ainsi que des diplômes ont été remis à chacun des participants.

Si ce type de valorisation du travail effectué tenait davantage du symbole, il n'en a pas été de même pour les films eux-mêmes. Deux de ces derniers ont été diffusés à la Maison de la Musique lors du temps fort du 9 décembre. Les sujets "Jeunesse et Politique" et "La Jeunesse et la Musique" ont servi à la fois de plate forme d'expression de leur réalisateurs, et d'émulateurs de parole ; après chaque diffusion, le débat découlait naturellement de la confrontation entre les visions offertes par les films, et l'opinion du public.

2.2/ L'enquête BVA

a) Le procédé utilisé

Afin de déterminer une vue d'ensemble de la perception des jeunes Nanterriens à leur environnement, la ville a fait effectuer une enquête d'opinion par l'institut de sondage BVA. L'évaluation de leur satisfaction quant à leur ville, et leur rapport à la société et la politique s'est faite en trois mouvements.

Deux consultations ont été réalisées : l'une qualitative, l'autre quantitative, associées à une enquête téléphonique. La première avait vocation à obtenir un aperçu de la jeunesse dans sa diversité. Des réunions de groupe ont rassemblé 32 participants, dont des collégiens, lycéens, mais aussi des salariés, positionnés en dehors du système scolaire. Elles avaient pour objectif d'approfondir la connaissance de leurs expériences au quotidien. Ces entrevues ont permis de préparer l'enquête quantitative en dégageant de grands axes.

6 185 questionnaires papier ont été distribués à l'ensemble des élèves des collèges et lycée de la commune. 4 194 ont été récoltés correspondant à un taux retour de 68 %, ce qui est remarquable (BVA constate habituellement un retour compris entre 5 et 10 % dans les consultations auprès du grand public).

La troisième enquête a été menée par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de Nanterriens de plus de 18 ans. Ce dernier mouvement était destiné à dresser l'inventaire des points de divergence ou de convergence entre jeunes et adultes.

Les consultations ont commencé à la rentrée 2006, et se sont poursuivies avec l'élaboration du questionnaire, distribué dans les écoles au début du mois d'octobre. L'analyse des retours s'est déroulée entre les mois d'octobre et de novembre. Les résultats définitifs de l'enquête ont été présentés au public lors du temps fort du 9 décembre.

b) L'analyse des résultats.

Le premier intérêt du sondage était de mesurer la satisfaction ressentie par les jeunes à l'égard de leur ville. Les résultats quantitatifs ont révélé une image tout à fait positive : globalement, les jeunes étaient 92% à se sentir bien dans leur ville, 91% dans leur quartier et 82% dans leur établissement scolaire. Les raisons de cette satisfaction, d'après les consultations et entretiens, se trouvaient dans les sentiments de solidarité, et les liens presque familiaux tissés entre les habitants.

Il était aussi important d'évaluer l'impression des Nanterriens sur les actions déjà menées par la ville. L'offre en matière d'activités culturelles et sportives est apparue comme un point fort de la ville de Nanterre avec un taux de satisfaction de 69%. Cette idée est également partagée par les adultes, d'après l'enquête effectuée sur le panel représentatif.

D'après leurs attentes exprimées, pour améliorer leur situation, les jeunes de Nanterre ont dit souhaiter davantage encore d'équipements sportifs et d'activités culturelles (29%), une amélioration du cadre scolaire (16%) et une amélioration de la sécurité (9%), alors que les adultes ont insisté sur la question de l'emploi (16%).

L'un des sujets soulevant le plus d'inquiétudes concerne le choix de l'orientation, en lien direct avec le monde scolaire. Il est considéré comme difficile par les jeunes (64%) et plus encore par les adultes (71%). Ce point est essentiel car central dans la mise en oeuvre des Assises car choisir une orientation scolaire suppose de choisir son avenir, et les possibilités de reconversion sont souvent réduites. Malgré cette inquiétude, les jeunes ont majoritairement confiance dans leur propre avenir (77%).

Pour connaître les références des jeunes Nanterriens, le sondage a dressé une échelle des valeurs. La famille (92%) et la réussite scolaire (81%) sont les notions les plus importantes tandis que la religion (55%) et l'engagement citoyen (44%) semblent moins centrales. On peut noter également la considération apportée à l'égalité (79%), l'amitié (78%) et la solidarité (74%).

Une autre échelle a été constituée, celle des référents en cas de difficulté. Le sondage en miroir a permis d'infirmer certaines idées reçues. Alors que les adultes pensaient que les jeunes faisaient avant tout confiance aux animateurs et éducateurs sportifs, ces derniers n'arrivaient qu'en quatrième position (36%) dans le classement des collégiens et lycéens, derrière les surveillants/CPE (40%), les médiateurs du milieu scolaire (45%) et surtout les professeurs (56%). Tous les âges s'accordent cependant à placer les élus municipaux en dernière position, ce qui introduit la question de la politique dans la vie quotidienne.

L'enquête BVA a révélé le rapport paradoxal qu'entretiennent les jeunes de Nanterre à la politique ; ils ont d'une part, confiance à 87% dans l'utilité du vote, ce qui les place dans la moyenne nationale française. C'est un acte associé avec leur définition d'un "bon citoyen". D'autre part, ils manifestent peu d'intérêt pour la politique (64%), principalement parce qu'ils ne s'y sentent pas représentés.

L'image des hommes politiques est plus partagée, car si 49% des jeunes Nanterriens accordent leur confiance aux élus locaux, ils sont 65% à la refuser aux partis politiques.

Enfin, dans la perspective d'éveiller l'intérêt des Nanterriens pour les actions collectives et la chose publique, il leur a été demandé quels seraient les causes susceptibles de les faire s'engager personnellement. La lutte contre le racisme arrive en tête avec 78% des collégiens et lycéens prêts à s'impliquer, elle est suivie par le maintien de la paix dans le monde (64%), la prévention du SIDA (61%), la promotion de l'égalité hommes-femmes (56%), la lutte contre les inégalités sociales (52%), l'aide apportée à des jeunes de Nanterre (50%), la défense des valeurs religieuses (49%) et le respect de l'environnement (47%).

La problématique des discriminations est souvent revenue au cours des Assises de la Jeunesse de Nanterre, et ce, quels que soient les lieux et opportunités. Elle apparaît dans ce sondage comme la première injustice que ces jeunes sont prêts à affronter personnellement, car, comme ils l'expliqueront lors des groupes de discussion menés par Joëlle Bordet, elle est au centre de leurs préoccupations, directement liée à leurs inquiétudes au quotidien.

2.3/ Les travaux de Joëlle Bordet

a) Présentation du Parc et procédé des entretiens

Joëlle Bordet est psychosociologue et travaille au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) notamment sur l'accompagnement de la vie dans les grands ensembles, cela la conduit à effectuer soit des interventions, soit des recherches-actions. Elle est l'auteur de livres ayant pour volonté de définir les dispositifs et évolutions à mettre en œuvre afin de faire grandir les enfants et les jeunes des cités en construisant des solidarités entre les adultes et les institutions, ce qui permet alors de réinventer et d'approfondir la démocratie sur des bases plus saines, en s'appuyant sur les ressources des habitants de grands ensembles.

Suite à une recherche-action de 2 ans à Saint Denis, Joëlle Bordet a été sollicitée par la mairie de Nanterre, qui souhaitait mettre au jour ce que pensait la jeunesse. Dans ce cadre elle a conçu le projet PARC.

Le projet a réuni une soixantaine de participants regroupés en 7 groupes de jeunes de 12 à 25 ans qui se sont retrouvés pour participer à des entretiens collectifs semi directifs menés par Joëlle Bordet pour certains et par Carlos Salazar, formateur au sein des CEMEA, pour d'autres.

Ces entretiens, d'une durée de 1h30 à 2 heures, ont également été suivis par des professionnels de l'animation et de la prévention qui ont encadré les rencontres, en fournissant l'espace physique et temporel de réunion (comme les vestiaires du gymnase après le cours de sport, ou le Club de prévention). Ils ont aussi pris la parole dans certains cas, pour prolonger ou compléter la parole des jeunes, grâce d'une part, à leurs contacts avec eux, et d'autre part, leur propre expérience d'anciens « enfants du quartier ».

Au sein de ces groupes, les jeunes qui ont participé au projet PARC, ont eu l'occasion d'aborder des sujets et pensées intimes tout en se sentant en sécurité, puisque Joëlle Bordet s'est intéressée au contenu des paroles et non à l'identité de ses interlocuteurs.

Elle a tenu à mettre en place un cadre sérieux, un processus bien établi afin que ces jeunes sachent toute l'importance que l'on consacrait à leurs dires et donc la responsabilité qui en découlait. Les entretiens étaient également exploratoires c'est à dire les questions qui ont été posées visaient uniquement à lancer les thèmes abordés, ou éventuellement à préciser certaines phrases pour s'assurer de pouvoir les restituer le plus fidèlement possible, sans contresens.

D'une manière générale, les entretiens se sont bien déroulés, et si certains démarages, en particulier avec les plus jeunes, ont été lents, les timidités et complexes se sont envolés une fois les conversations engagées. Les jeunes gens répondaient aussi bien aux questions de Joëlle Bordet, qu'aux réflexions faites par leurs camarades, laissant apparaître de véritables prises de positions, argumentations et assurances au sein du débat.

Les entretiens ont pris place dans le quartier du Parc, nommé d'après le grand parc André Malraux, qui occupe 25 hectares au centre du quartier. Il s'agit de l'un des plus importants de Nanterre, en termes de superficie (261 hectares, soit 21% du territoire communal, et deux entités administratives), de population (22 148 habitants, soit 26,3% des Nanterriens) et sa position géographique, attenante au quartier d'affaires de la Défense, et des communes limitrophes de Puteaux et Courbevoie est essentielle autant pour son histoire que dans les conséquences sur la vie de ses habitants.

Le parc est entouré d'équipements de proximité, parmi lesquels quatre centres scolaires, et d'envergure métropolitaine, comme le théâtre des Amandiers ou l'école de danse de l'Opéra de Paris.



La cité des Tours Aillaud (vue depuis la Défense) – Source : nanterre.fr

Sur les 8 542 logements que compte le Parc, 6 279 sont des logements sociaux qui appartiennent pour 52 % à l'office HLM municipal et pour 41 % à l'office HLM départemental. Trois cités d'habitat denses jalonnent le quartier à l'Est, parmi lesquelles les Tours Aillaud. La plus grande partie des jeunes gens ayant participé aux entretiens habitent ces "tours nuages", bâties en 1977 pour remplacer les bidonvilles des abords de la Défense. Le projet architectural d'Emile Aillaud (déjà à l'origine de la Grande Borne de Grigny), fait partie des grands ensembles les plus célèbres de la région parisienne.

La population des jeunes de moins de 20 ans y est quatre fois plus nombreuse que celle des personnes âgées de 60 ans et plus. Cette proportion fait d'ailleurs partie des raisons du choix du Parc pour l'enquête de Joëlle Bordet.

b) Les thèmes de réflexion : analyse des résultats

Le compte rendu des résultats de l'enquête s'est déroulé en trois étapes. La quasi-totalité des personnes ayant assisté ou conduit les entretiens, parmi lesquels les éducateurs sportifs et animateurs, s'est réunie autour de Joëlle Bordet et de Carlos Salazar, à l'Agora, l'un des lieux-clé du débat participatif à Nanterre.

Les documents issus des entretiens ont été lus, puis des groupes de réflexion se sont formés, afin de réfléchir à une première synthèse des paroles, d'identifier clairement les points centraux, ainsi que les remarques, critiques, aspirations des jeunes concernant ces thèmes. Cette première restitution a donc été collégiale, et a achevé la préparation de l'analyse de Joëlle Bordet elle-même. Elle s'est basée à la fois sur ses impressions des entretiens, les retranscriptions de ceux-ci ainsi que la réflexion collective afin de procéder à la seconde étape, celle de son propre travail d'analyse.

Enfin, la dernière phase avant le compte rendu final du 9 décembre a été l'organisation de deux débats publics, les 29 novembre et 7 décembre 2006, dans des salles municipales situées dans le quartier du Parc. Ces débats, précédés de restitutions partielles des entretiens effectués par Joëlle Bordet, devaient être ouverts à tous, en particulier aux parents, représentants d'associations, élus municipaux, policiers, professionnels de la ville, etc. Mais au premier rendez-vous, dédié à la restitution du groupe des 11-16 ans, l'affluence a été très réduite provoquant une déception certaine pour les quelques jeunes et éducateurs présents. Heureusement, cette situation s'est inversée le 7 décembre, et le rapport des entretiens pour la tranche 16-25 ans, a été accueilli avec assez d'enthousiasme pour rassurer les inquiétudes, et la peur de l'oubli. Ces débats publics avaient pour objectif de confronter le point de vue des jeunes avec celui des adultes en général, et des élus en particulier, ou des autres habitants du quartier. Ils ont aussi servi à donner aux élus la base nécessaire pour préparer le temps fort du 9 décembre.

3/ Portrait de la jeunesse nanterrienne

La matière issue des travaux de Joëlle Bordet a été considérable. Elle a permis de brosser un portrait qui, s'il n'est pas exhaustif et ne peut pas être appliqué à la totalité des jeunes du Parc, offre des axes représentatifs.

3.1/ La relation des jeunes au monde et à l'avenir

a) L'école, les études

Le système scolaire, s'il reste reconnu comme la meilleure voie pour la réussite dans l'avenir, a parfois peine à intéresser réellement ; malgré le facteur d'espoir engrangé, le pessimisme se ressent d'autant plus que les écoliers et collégiens grandissent, deviennent lycéens puis éventuellement étudiants.

Lors des entretiens réalisés avec les jeunes filles entre 11 et 17 ans, les avis divergeaient sur l'école, qu'il s'agisse du degré de difficulté ou de son utilité. Elles étaient unanimes sur leur volonté de faire des études, mais inquiètes de devoir choisir leur voie, leurs options si jeunes, et avec une certaine pression de la part de leurs professeurs.

Les 15-18 ans rencontrés à l'antenne jeunesse du Parc ont aussi posé le problème des infrastructures mises à leur disposition. Le lycée Joliot-Curie qui correspond à leur secteur est en mauvais état, ce qu'ils considèrent comme une preuve du désintérêt à leur égard. Le lycée est laissé à l'abandon, peu entretenu, et les professeurs sont jeunes, ou n'ont pas la vocation d'enseigner, alors qu'il s'agit d'une Zone d'Education Prioritaire où la motivation et l'expérience sont nécessaires. Les conditions de réussite ne sont pas réunies, et selon eux, c'est la raison pour laquelle les taux de réussite sont faibles, et que le chômage les attend à la sortie. Selon les groupes, la comparaison s'est faite avec les autres lycées du département. Le lycée de Saint-Cloud propose davantage de formations professionnalisantes que Joliot-Curie, qui n'offre qu'une seule classe de BTS, et où le nombre de places est limité à 35. Au cours des entretiens, plusieurs jeunes évoqueront leurs demandes de transfert dans ces établissements. "A Saint-Cloud, ils ne veulent pas de nous, moi j'avais un dossier avec avis très favorable, mais je n'ai pas été prise. Ils font leur sélection sur la ville dont on vient."

Bien qu'ils soient conscients que les transferts venant de ZEP sont moins bien accueillis que ceux d'autres lycées, les Nanterriens trouvent injuste que ceux qui réunissent de bons dossiers ne soient pas mieux considérés par les établissements réputés. Ils gardent le sentiment que même le système de méritocratie leur soit refusé.

Le groupe des 18-25 ans a confirmé cette perception du système scolaire, tout en soulignant leur préférence pour le diplôme du BTS, plus intéressant selon eux en ce qui concerne les débouchés et la durée des études.

On a pu remarquer, lors de l'analyse, que lors du dernier entretien, deux suivaient la formation BTS "Négociations Relations Client" de Joliot-Curie, deux étaient en cursus de bac professionnel, et presque tous les autres avaient ou recherchaient un emploi. Ces derniers, âgés de 19 à 22 ans avaient tous arrêté l'école après la Terminale. Un seul était alors inscrit à l'université de Paris X – Nanterre, "en attendant mieux", ce dernier était très impliqué dans les démarches des Assises. L'occasion de le revoir, et de suivre son parcours, s'est donc présentée à de nombreuses reprises, aussi bien lors des débats et des temps forts qu'au cours du stage à la Maison Daniel Féry.

L'université est considérée par beaucoup comme le dernier recours, une période de transition, "pour avoir une bourse et ne pas traîner sur le quartier". Ils n'y sont pas encadrés et les débouchés sont trop abstraits pour eux. "C'est une option, pas une orientation." Malgré celà, lors des entretiens de lycéens, une majorité des filles en classe de première ou de terminale envisageaient des études longues, de droit ou de psychologie.

Dans l'enquête BVA, les professeurs étaient les premiers référents des jeunes. Cette tendance n'est pas totalement démentie par les entretiens, mais d'une certaine façon, nuancée. Les plus jeunes eux-même le reconnaissent, "chaque prof est unique", et si toutes les classes d'âges déplorent leur manque d'expérience, de capacité d'encadrement ou de motivation, le dialogue avec eux est toujours une option. Il est aussi intéressant de voir que les élèves n'hésitent pas à s'organiser, et réunir une classe entière derrière les délégués pour remettre en question les méthodes des professeurs. Leurs représentants sont là pour "pouvoir parler quand on est pas d'accord, même s'il faut s'unir entre nous pour ça".

b) "L'ailleurs", les vacances au bled, le pays d'origine

Les jeunes filles ont mentionné l'importance des colonies de vacances mises à leur disposition par la ville, ou des classes de neige de l'école. Leur participation y est très régulière pour certaines d'entre elles qui partent jusqu'à deux fois par an. Elles y construisent un rapport au monde, sa découverte, celle des autres cultures, par exemple en partant avec le cours de danse. Elles connaissent le rôle du jumelage, décisif du choix des destinations. Celles qui ne partent pas en colonie sont issues de grandes familles, parfois recomposées. Elles passent alors leurs vacances avec leurs frères et soeurs, partent lorsque c'est possible rejoindre des cousins ou d'autres parents.

Au fur et à mesure qu'ils grandissent, l'image des lieux d'origine s'incrit dans leur identité, en même temps que l'image extérieure de leur ville. Les représentations se forgent presque en négatif, dans le sens où le premier est idéalisé alors que la seconde est limitée à des références péjoratives. L'effet est intéressant car il touche des thèmes précis. Si le bled, ou le village d'origine, dans lequel beaucoup passent leurs vacances bénéficie d'une très bonne image, associée à la solidarité, la convivialité, et l'absence des inconvénients de la Cité, l'imaginaire collectif tend aussi à le rapporter à l'absence des avantages de Nanterre, parmi lesquels les habitudes de consommation jouent un rôle majeur.

La différence d'appréciation est complexe ; l'attachement à leurs deux "maisons", le lieu d'origine de la famille, proche ou plus éloignée, et le quartier où il ont grandi diffère selon chacun, ce qui donne lieu à des avis très diversifiés. Les situations sont différentes pour les jeunes qui sont nés au Maroc par exemple, et ceux qui sont issus de la troisième, voire la quatrième génération. Le degré d'abstraction grandit alors, car ceux qui y passent leurs vacances gardent du bled, du village, une image agréable et idéalisée, alors que ceux qui en viennent plus directement, s'ils apprécient d'y retourner, sont parfois plus réalistes. Quelque soit leur niveau de critique, ils se fondent encore sur des questions de consommation, de propriété. "C'est la misère là bas. Et puis il y a trop de bidonvilles." "Je ne sais pas comment ils vivent, ils ont des ballons en plastique qu'il faut gonfler à la bouche ! Ils sont encore à la Playstation 1 !" La pratique de l'entraide, la solidarité, passe donc par le fait de partager selon ses possibilités.

Sur ce point, la plupart sont d'accord sur les progrès à faire en France, même s'ils considèrent que cette même entraide se pratique au sein du quartier. "Au Maroc, par exemple, s'il y a un pauvre on lui donne à manger. Ici, on nourrit les chiens, et pas les clochards."

Un degré supplémentaire s'ajoute lorsqu'on leur demande comment ceux qui sont restés au bled voient la France. Il semble logique de penser que, dans le sens où se produisent les migrations, ces derniers tendent à considérer la qualité de vie en France comme meilleure que chez eux. "Ici je suis mieux. Pour là-bas, la France, c'est le paradis." Cette idéalisation de la France par les amis, les cousins, se construit en partie sur les possibilités de consommation. "Là bas, on est libres, on a tous des villas." Ce que l'on possède entre invariablement en compte dans ce que l'on est. "On nous demande toujours des cadeaux, alors que l'on rame ici. Et ils ne nous croient pas."

Être face à cette vision inversée force les jeunes Nanterriens à relativiser leur propre situation. "Il y a des choses qui sont bien ici? Ici, tout est bien. Là bas, moitié bien, moitié mal."

D'un autre côté, lorsqu'il leur est demandé de poser un regard extérieur sur leur ville, ils se limitent aux représentations négatives qui en sont faites, pour la plupart par "les médias". Eux aiment leur ville, leur quartier, mais les autres ne le connaissent "qu'à cause des problèmes". Le rapport au monde est donc déséquilibré dans ces représentations, car elles se superposent mais ne se correspondent pas. L'importance de la ville, lorsqu'elle se traduit de façon plus positive, est limitée à la présence des centres administratifs proches du Parc (la Préfecture, les Assedic...), la proximité des commerces de la Défense, et parfois l'équipe de basket de Nanterre.

Leur image de la ville est pourtant différente. Toutes les tranches d'âge reconnaissent les avantages d'habiter Nanterre, en particulier par rapport à d'autres villes. "Les gens de Paris pensent que Nanterre c'est nul, mais nous on est pas si mal. Dans le 78 ils ont plus de problèmes."

c) Nanterre, leur ville, leurs structures

L'offre de la ville, en matière de sports, de possibilité de sorties scolaires et les activités jeunesse des antennes et de la Maison Daniel Féry sont connues et saluées. Un entretien de collégiens s'est d'ailleurs déroulé à leur retour d'une journée à la Villette, où ils avaient visité la Cité des Sciences et fait du karting en compagnie d'un animateur de la ville. "Nous avons pu pratiquer des activités avec le service jeunesse que nous n'aurions pas pu pratiquer seuls." Les antennes-jeunesse fonctionnent comme de véritables créatrices de lien social. "On se connaît tous depuis longtemps, et on a rencontré des plus grands grâce à qui on a pu avancer." Ce qui justifie leur inquiétude face aux suppressions de postes d'animateurs et d'éducateurs.

On assiste également à une régression du système de valeurs lorsque la modernité devient synonyme d'offre commerciale, et d'elle seule. Les jeunes sont dans l'attente de cette offre qu'ils considèrent comme essentielle à leur définition du bien être. Les sorties du quartier ont le plus souvent une visée consommatrice.

Les jeunes filles se rendent ensemble à Paris pour acheter des habits, les plus petites y accompagnent leurs mères, pour aller chercher des aliments exotiques aux marchés de Barbès ou de Chateau Rouge. Les quartiers parisiens les plus fréquentés par ces Nanterriens se limitent aux zones commerciales, telles que les Halles ou le centre Italie-2. C'est aussi à la Défense que se trouve le cinéma le plus proche des Tours Aillaud. Ce rapport à l'offre s'est retrouvé dans tous les groupes d'entretien, il rejoint celui du rapport à la modernité qui opposait les visions de Nanterre à celles du bled, du pays d'origine.

d) L'entrée dans le monde du travail, face au doute et aux inégalités

La question de la discrimination est récurrente dans les entretiens, et ce parmi tous les groupes interrogés. Une collégienne recherchant un stage en crèche lors de son année de quatrième a souffert de son adresse ; malgré les places disponibles et sa proximité géographique qui la rendaient prioritaire, on ne l'a pas rappelée. D'autres candidats ont obtenu des stages alors qu'ils venaient d'autres villes plus lointaines.

Ce problème ne se pose pas uniquement pour les stages mais aussi sur le marché du travail où les jeunes rencontrent davantage de déceptions que de satisfactions. Les emplois sont rares et souvent précaires. Les jeunes se heurtent à plusieurs degrés de discrimination, sur leur niveau de qualification, l'origine de leur famille, leur adresse, parfois leur religion.

Les structures prévues pour les aider à démarrer dans la vie professionnelle sont connues, mais bénéficient d'un faible capital de confiance. L'ANPE et la Mission Locale donnent, selon eux, peu de résultats positifs, et ils ne se sentent pas pris en considération. "Pour eux c'est devenu banal, ils recoivent beaucoup de monde aussi, mais ils nous découragent." Les jeunes expriment leur souhait d'être mieux encadré, y compris dans leur recherche d'emploi, comme ils l'ont été lors des "dispositifs rentrée" mis en place par le service jeunesse. "C'était pas mal, la femme qui s'occupait de moi faisait des démarches, elle était impliquée." Les notions de proximité et de disponibilité sont prises en compte comme des facteurs d'efficacité, mais elles ne garantissent pas de résultat.

Les éducatrices du Club de Prévention ont pris la parole lors de l'entretien, pour nuancer ces idées. "Pour les pousser à s'en sortir, il faut s'accrocher, être sur leur dos en permanence, mais on ne peut pas être là tout le temps, et ils se laissent happer." Ils ont du mal à s'investir de leur propre chef, attendent d'être pris en charge. L'école ne leur apprend pas à chercher un emploi, et ils souhaiteraient que davantage de contacts soient prévus entre les mondes scolaire et professionnel. En ce sens, les formations telles que les BEP ou CAP leur offrent des niveaux de qualification intéressants, mais les avis divergent selon l'image qui leur est renvoyée, par le bouche à oreille. "C'est la société qui donne une mauvaise image du BEP, moi je l'ai compris trop tard." Un autre qui a passé son BEP n'a pas trouvé d'établissement scolaire pour continuer en Bac professionnel, et a été orienté vers l'ANPE par le personnel de l'Education Nationale. Il a fini par trouver un emploi grâce à son oncle, car "même pour un stage en entreprise ou un job d'été, il faut avoir des relations, sinon on reste sur la touche."

Les réseaux comptent, l'idée du piston renforce leur perception de la discrimination qui est faite contre eux, et leur ville ou leur quartier. Cette opposition est même physique, au vu de la proximité de la Défense, qui représente une contre-image du Parc.

Traverser une rue suffit à basculer d'un monde à l'autre, et c'est un pas dont "ceux d'en face", d'après les jeunes, ne prennent pas l'initiative. Une autre ville voisine a été mentionnée lors des entretiens, comme cristallisant les inégalités sociales liées à l'argent. "On ne prête qu'aux riches, rien qu'à Neuilly, les places de parking sont gratuites !"

Face à ce type de discrimination, Nanterre même n'est pas totalement homogène. Les entretiens ont fait ressortir l'image d'Eldorado prêtées au quartier du Mont Valérien, où "les rues sont propres et les boîtes aux lettres impeccables", ainsi que la colère soulevée par le projet Seine-Arche. Ce dernier, visible ostensiblement par la construction de nouveaux bureaux à travers la ville, représente pour eux une nouvelle confirmation de toutes les références de la Défense. Un nouveau territoire, qui traverse le leur, en plus de l'ancien qui leur fait face, mais auquel ils n'auront jamais accès, car les entreprises préfèreront toujours recruter d'autres qu'eux, venus d'ailleurs.

Nanterre apparaît déjà comme renfermée sur elle-même, d'autant plus que les villes qui l'entourent refusent toute ouverture possible. Ce phénomène se retrouve au sein de la ville, avec la division des quartiers.

Celui du Parc en particulier, est ressenti par ses habitants comme une sorte de ghetto, où tous sont regroupés d'après leur place, tout en bas de l'échelle sociale. Le manque de diversité de la population et la misère que l'on y retrouve déterminent alors les discriminations exercées contre le quartier.

3.2/ La jeunesse face à elle-même ; l'identité en crise

Dans un contexte national de crise identitaire, les jeunes de Nanterre ne sont pas épargnés. Les participants aux entretiens, s'ils étaient pour la plupart nés dans la région, étaient presque tous issus de l'immigration de première, seconde, ou troisième génération. Leur origines se trouvent principalement au Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) ou en Afrique Occidentale (Sénégal). C'est une situation qui n'est pas exclusive à Nanterre, les questions soulevées lors du projet du Parc auraient pu l'être dans d'autres villes de périphérie. Elles font l'objet de nombreuses études, par Joëlle Bordet ou d'autres chercheurs et sociologues.

Lors des restitutions, la définition de l'identité a été présentée comme centrale, dans le sens où d'autres aspects s'articulent autour d'elle, en particulier la construction de la citoyenneté.

Les jeunes Nanterriens connaissent une réelle difficulté à se placer par rapport au pays d'origine et à la France. Les formalités administratives compliquent ce rapport, lorsqu'ils doivent demander la nationalité française, ou en apporter la preuve pour renouveler leur carte d'identité ou demander leur carte électorale. "Je suis né en France et j'ai la nationalité marocaine. C'est n'importe quoi ! Je suis allé faire les démarches pour la nationalité. Ils ont voulu que je change de prénom. Ils nous ont donné une liste de prénoms !"

Le sentiment d'appartenance se crée aussi autour de la communauté culturelle, la langue, la cuisine et les références qu'ils partagent. Les différences entre la France et le pays d'origine deviennent plus floues. Certains parlent l'arabe à Nanterre mais pas au Maroc ; les nuances linguistiques leur donnent l'impression de ne pas parler le même langage, ce qui peut être mal vu lorsqu'il y partent en vacances. Joëlle Bordet a relevé au cours de plusieurs des restitutions la phrase d'un petit garçon qui disait : "Je n'aime pas le Mafé, quand je suis au Sénégal, je ne mange que des pizzas !".

Pour elle, ces mots étaient représentatifs du rapport au pays d'origine tel qu'il est ressenti par les jeunes de Nanterre, dans le sens où le mélange des références engendrait une image où chacun choisissait les éléments qui lui plaisaient dans l'un des contextes et les transférait dans l'autre. Ce rapport, bien qu'étant capable de réconcilier les deux pays dans l'imaginaire, est tout aussi enclin à produire l'effet inverse. "J'ai une double culture, mais j'ai l'impression d'être étranger ici et là-bas." Sans référence exacte et distincte, les jeunes ont du mal à dire clairement qui ils sont.

Le rapport à l'Europe se fait principalement à travers la nationalité française, mais reste très abstrait. L'Union Européenne reste une référence vague, et plutôt économique pour eux, peu se sentent européens.

3.3/ La vie de quartier, un cocon familial et amical

a) Le quartier, village des jeunes

D'une manière générale, l'environnement social du quartier est apprécié de ses habitants. Tout comme pour l'enquête BVA, le sentiment d'appartenance à un "village" est répandu dans l'imaginaire collectif. "On se connaît tous, on a pas peur de notre quartier, nous on n'a pas de problème."

Le rôle des animateurs, du personnel des antennes jeunesse est primordial dans la restauration du lien social entre les jeunes et la ville. "C'est bien d'être suivis au centre de loisirs. On se connaît, et nos parents sont rassurés." Les animateurs, quand ils n'ont pas grandi dans le quartier, y sont depuis assez de temps pour y avoir acquis une légitimité qui fait défaut aux professeurs.

b) La religion

L'Islam est la religion la plus assidument pratiquée dans le Parc. Plusieurs lieux de culte sont prévus, mais ils ne peuvent pas accueillir tout le monde. Les requêtes des jeunes lors des Assises concernaient alors l'ouverture possible d'une mosquée proche du Parc. La question de la religion a donc été abordée, au cours des entretiens, dans une logique de demande. Les discussions ont pourtant laissé apparaître que pour nombre d'entre eux, surtout les plus jeunes, la religion était un concept très abstrait. "C'est quoi être dans un pays laïc ? C'est dur." Elle se transmettait plus comme une tradition familiale que par vocation. Aucune des jeunes filles participant aux entretiens ne portait de hijab, et les groupes de jeunes majeurs ont davantage parlé des principes et des discriminations liés à la religion que des croyances elle-même.

Dans leurs quêtes de valeurs, les jeunes font coexister cette référence avec les autres facettes de leur identité. Elle s'exprime par leur intérêt pour les événements liés aux pays référents. Ils sont quotidiennement aux prises avec les discours médiatiques sur leur religion, la question palestinienne ou celle du terrorisme. C'est dans ces termes qu'ils sentent les inégalités les rattraper. "Le Pape a dit que l'Islam était une religion de colère. Mais ceux qui font des violences ne sont pas tous musulmans."

c) Le logement au centre des préoccupations

La question du logement a fait l'objet d'une attention particulière au cours des Assises. Cependant elle n'a pas été développée en détail lors des entretiens du Parc. Les jeunes ont rapidement fait part de leur colère sur ce point et se sont davantage attardés sur les aspects sociaux du quartier. La colère se justifiait par la durée de l'attente pour l'obtention d'un logement social à Nanterre. Les jeunes ont parlé des logements vides qui n'étaient attribués que par relations, ou bien à des demandeurs venus d'autres villes (Bobigny) et qui, à leurs yeux, n'étaient pas "prioritaires". L'un des jeunes a évoqué le cas de sa mère, dont le dossier n'avait pas évolué en 10 ans, et la passivité de la mairie sur son cas. Ceux dont les demandes avaient abouti s'étaient vus proposer des places dans d'autres grands ensembles. Certains les avaient refusés et préféré rester dans le Parc où ils avaient déjà leurs amis, leurs réseaux. "On ne sort pas d'une cité pour aller dans une autre". Ceux qui font des demandes tentent de rejoindre le quartier du Mont-Valérien où la qualité de vie serait meilleure à leurs yeux, mais où le nombre de HLM disponibles est trop réduit pour faire face aux demandes.

d) La communication interne à la ville

Un problème souvent soulevé lors des entretiens a été celui du manque d'information. Les renseignements concernant la Ville, aussi bien sur les évènements culturels et sportifs que politiques ont du mal à les atteindre. Lors des entretiens, ils ne connaissaient pas l'existence du Blog et disaient ne pas recevoir le bulletin municipal. Les jeunes l'ont attribué, une fois encore, à la crainte qu'inspire leur quartier, et qui empêche selon eux le transfert des informations par les boîtes aux lettres. Ils s'y intéressent, et considèrent que c'est à la ville de les informer sur ce qu'il se passe, ainsi que, d'une manière plus large, sur les options disponibles en politiques.

Ces entretiens ont été menés avant la campagne présidentielle, et la question du vote y a souvent été soulevée, surtout lors des débats des 18-25 ans qui avouaient choisir par élimination, et ne pas savoir faire clairement la différence entre la gauche et la droite. "C'est plus facile de savoir ce qu'on ne veut pas", et les politiciens ne leur inspirent pas confiance.

e) Les loisirs entre amis

Parmi les manques exprimés par les jeunes au sein de leur quartier, celui d'une structure où ils pourraient se retrouver librement, y compris en fin de journée est revenu plusieurs fois, un tel local a existé mais "tout a été cassé, il y a des bons et des mauvais partout". L'ancienne école d'architecture est vue comme un lieu possible à aménager, mais dont il faudrait confier la gestion aux parents ou aux grands frères. En attendant, les halls des immeubles leur servent la plupart du temps de point de ralliement mais ils sont insalubres et stigmatisés dans l'imaginaire collectif. "Parce qu'on traîne dans les halls, on est pris pour des délinquants ! Quelle différence ça fait de se retrouver là ou au bar, à part qu'on ne consomme pas ?". Ils excluent aussi unanimement les discothèques. "Il n'y en a pas à Nanterre, et c'est mieux ! C'est dégoûtant, c'est rien que du sexe et de l'alcool !"

f) L'entourage

La famille est le premier point de référence des jeunes, le respect des parents est revenu à de nombreuses reprises lors des entretiens. Les pères sont ceux qui donnent des responsabilités, leur font confiance. Les mères sont plus protectrices, ne dorment pas tant que les enfants ne sont pas rentrés. "Mais toutes les mamans sont comme ça, non ?". Les jeunes filles ne sortent pas toutes seules le soir, davantage pour des questions de réputation que de sécurité. Les garçons en expliquent les raisons : "Elles peuvent aller partout, mais on ne peut pas les draguer, elles ont toutes des grands frères qui nous connaissent !", une fois encore, l'imaginaire du village joue dans cette optique. "Tout se sait, tout le monde se connaît, alors on ne se fait pas de mal, et si ça arrive, les papas et les frères sont là pour les protéger."

Ils sont unanimes sur l'importance d'obéir, de se soutenir, se protéger les uns les autres au sein d'une même famille. C'est cette idée qui par extension, s'applique au reste du quartier.

Leur entourage est constitué principalement d'autres jeunes de la cité, ceux avec lesquels ils ont grandi. Les "égarés" ont été un sujet récurrent des entretiens. "Ils sont perdus, se sont fait renvoyer du collège, et ne se sont pas inscrits au lycée. Ils dorment toute la journée, ne font rien ou choisissent le trafic."

D'après eux ce sont surtout des garçons, car les filles sont "plus sérieuses", même s'il y a des exceptions.

La drogue existe à Nanterre, c'est un fait reconnu par les jeunes. La vision des dealers fait partie de leur univers quotidien. "Il y en a une majorité qui fument, d'autres qui sont toxicomanes, qui se piquent. La drogue ça attaque le cerveau, ils n'arrivent pas à arrêter, ou alors ils n'essaient pas." Les dépendances se créent. Les jeunes font la différence entre les drogues "douces" comme le cannabis et les drogues dures comme l'héroïne, parlent de l'influence des plus grands qui les encouragent parfois à fumer, pour l'image. "On fume pour jouer au grand, mais il n'y a rien de grand, tu vas mourrir plus jeune, c'est tout."

Les figures auxquels ils peuvent s'identifier au sein de la cité ne se limitent pas aux animateurs. Les frères et soeurs, plus grands, ont souvent connu les périodes qui ont fait la réputation du quartier. "En deux ans, ça a changé, avant les CRS venaient même dans les écoles. C'étaient les grands frères, ils n'avaient pas eu de bon exemple, leurs références c'étaient les autres jeunes de la cité qui cassaient et frappaient." La justification de l'exemple se fait car les mentalités ont évolué. "Maintenant, c'est mon frère qui me motive, qui me dit d'aller en cours, il sait ce qui se passe sinon et il ne veut pas que ça m'arrive." Ce changement d'esprit a été, dans certains des entretiens, expliqué par le développement des institutions municipales créées en direction des jeunes, comme le Club de Prévention.

g) Gagner l'autonomie par l'argent

De façon presque unanime, les jeunes interrogés se sont accordés sur leur volonté d'élever leurs enfants de la même façon qu'eux l'ont été. Si les filles préféreraient un voisinage "plus calme, plus civilisé", les garçons affirment que l'éducation ne dépend pas du lieu où elle est reçue. De plus, le quartier génère des éléments de solidarité qu'ils aimeraient que leurs enfants connaissent. "Ici les groupes se mélangent, on n'est pas communautaires. C'est grâce à ça qu'il n'y a pas de tensions, les bandes se forment sur d'autres critères que la couleur ou la religion."

Ils sont également très attachés à la notion de l'autonomie. Ils y construisent leur fierté, lorsqu'ils peuvent alléger la charge financière de leurs parents, ou offrir des cadeaux à leurs petits frères et soeurs.

C'est en ça que la question de l'emploi est centrale dans leurs requêtes. "Faire de l'argent légalement" n'est pas qu'une garantie de survie ou un accès à la consommation, mais une passerelle sociale au sein même de leur famille. Ils placent les jeunes des quartiers plus riches en opposition sur ce point. Ces derniers sont vus comme dépendants de leurs parents, individualistes et incapables de se débrouiller seuls. Lors d'un des entretiens, les Nanterriens ont admis avoir une vision dure de l'extérieur, et des quartiers plus aisés. "Mais en même temps, ils sont durs pour nous aussi. Pour eux on est des voleurs, des sauvages. Ils n'ont pas compris, mais on est normaux !"

3.4 / Le rapport à l'autorité

a) Les Forces de l'Ordre

Au cours de tous les évènements inscrits dans les Assises de la Jeunesse, la question de l'autorité à travers celle de la police, a été abordée. Il était intéressant d'écouter les groupes en parler directement, en personne, pour prendre conscience de leur vécu, leurs expériences et la conception que chacun se faisait des forces de l'ordre, y compris les plus jeunes. Des basketteuses, âgées d'à peine 14 ans, ont remis en question le bien-fondé même de l'action des policiers, officiers de la brigade anti-criminelles (les BAC) et CRS. Elles leur ont reproché de "dépasser les limites. C'est normal pour eux de mettre les jeunes au sol, avec des coups, pour des contrôles d'identité, mais ce n'est pas normal pour nous." Encore qu'une distinction soit faite entre les BAC qui ne procèdent pas à des contrôles d'identité, ne les provoquent pas. Les CRS sont vus comme des "gens ont peur de la banlieue et font ce métier parce qu'ils ont le droit de frapper. Et ils ne s'en privent pas, et insultent les mamans."

Ce type de discours laisse transparaître une défiance envers la police qui ne devrait théoriquement pas avoir lieu d'être. Elle ne leur apparaît pas comme un élément rassurant ; quand deux petites racontent une agression à laquelle elles ont assisté, elles ajoutent que "des gens sont venus, mais pas la police".

Des garçons du même âge voudraient demander l'aide de l'Inspection Générale des Services. "La police n'a pas le droit de nous insulter." Il est d'autant plus difficile pour eux de penser que les policiers sont là pour assurer l'ordre public, car ils ne veulent pas faire confiance en des gens qui les insultent gratuitement.

Ils ne remettent pas en question leur existence, qu'ils considèrent comme indispensable, mais plutôt leurs méthodes. "La police est là pour nous protéger, mais qui nous protège d'eux ?" Ils ne considèrent pas non plus que les tensions rencontrées avec eux soient insurmontables. "Pour que ça marche, il faudrait qu'ils s'arrêtent pour discuter, décompresser un peu, conseiller et arrêter de contrôler tout le monde pour rien, cinq fois dans la même journée."

La vision des forces de l'ordre est donc assez critique, mais tous tiennent à éviter les généralisations dont ils disent être eux-mêmes victimes. "Y'a aussi de bons policiers qui rigolent avec nous, ils essaient de nous connaître, pas de nous rabaisser." Une fois encore toutes les tranches d'âges s'accordent sur la mauvaise réputation des "Pablos"⁴.

b) **La violence, de la réalité à la réputation**

Ils considèrent que Nanterre est une ville calme, par rapport à ce qu'ils voient ou entendent sur d'autres départements, par la télévision ou leur propre expérience. "Avant, c'était un mauvais quartier. Mais ils ont grandi, sont partis, et maintenant c'est calme, mais les gens ont toujours peur de nous". Ils ne nient pas les problèmes, mais affirment que les récits qui en sont faits, en particulier dans la presse, sont exagérés. "L'agressivité existe, mais il y en a auxquels on a pas appris à s'exprimer autrement que par la violence."

Au cours de plusieurs des entretiens, le sujet des émeutes de novembre 2005 a été abordé, pour évoquer justement son absence d'effet sur Nanterre. Seul un bus a brûlé, et lors des entretiens, les jeunes étaient unanimes sur le sentiment inspiré par cet acte. "C'est lâche et condamnable, parce que quelqu'un de proche aurait pu être à l'intérieur." Dans un autre groupe, les 18-25 ans sont allés plus loin. "Tout se sait ici, qui a fait quoi. Le bus, on ne sait pas qui y a mis le feu. En plus, ici, personne n'a été arrêté. On ne pense pas que ce soit quelqu'un du quartier, sinon on saurait."

⁴ Le nom de « Pablos », est donné d'après l'avenue Pablo Picasso qui longe le parc André Malraux, reliant la Défense au quartier « Université ». Ce nom est donné, aux habitants de l'avenue (qui compte la plupart des adresses de grands ensembles), et par extension, aux habitants du quartier.

c) **La Justice**

La discrimination est aussi ressentie par les jeunes Nanterriens sur le plan judiciaire. Le sentiment d'une justice à deux vitesses renforce les réflexes communautaires, et les préjugés prennent de l'ampleur dans leurs considérations, sur l'argent, et sur ceux que Joëlle Bordet appelle les "Franco-Français". "Les droits ne sont pas défendus de la même manière. Ca dépend de l'avocat aussi. En fait, tout dépend de la somme que tu donnes à ton avocat. Tu payes, tu seras défendu. Par exemple, Mickael Jackson a beaucoup payé son avocat." Pour eux, l'argent est l'un des deux critères nécessaires à être crédible lors d'un procès, l'autre étant l'origine ethnique. "Les Arabes pour les mêmes choses, prennent plus que les Français."

d) **La politique**

Le rapport à la politique s'inscrit avec celui de l'autorité. Selon les âges, la question de la chose publique est associée de façon systématique avec les politiques sécuritaires, qu'elles soient récentes ou plus anciennes. Au moment des entretiens Nicolas Sarkozy était Ministre de l'Intérieur, mais également Président du département des Hauts-de-Seine. Les jeunes le connaissent donc d'une manière générale à travers les lois passées sur les questions sécuritaires, et l'attention apportée à leur application sur Nanterre. La pression médiatique a aussi joué un rôle important. "Sarkozy est un immigré qui fait des lois contre l'immigration. Il me fait peur."

L'intérêt des jeunes pour la chose publique se traduit par d'autres types d'action. L'envie de s'engager dans des perspectives solidaires a ainsi été prise en compte lors des entretiens. Les jeunes ont parlé de leur soutien aux lycéens sans papiers, et de leurs tentatives infructueuses de monter une équipe pour participer au 4L Raid Trophy, opération visant à apporter des fournitures scolaires dans les écoles du Maroc. Ils ont déploré le fait que leurs propositions ne soient pas retenues pour recevoir l'aide de la ville, ou que les budgets soient alloués ailleurs. De fait, ils n'accordent qu'une confiance très réduite aux élus, qu'ils soient locaux ou nationaux. "Plus les politiques vont parler, plus ça va être mauvais, plus ils vont rejeter, virer les étrangers."

L'allocation du budget de la ville, bien que son concept reste flou dans l'esprit des jeunes, leur semblait une autre application de la discrimination interne à Nanterre, ou de l'incompréhension entre la volonté des habitants du quartier et celle de la municipalité. L'argent "gâché" a été abordé au cours de plusieurs entretiens, notamment sur la rénovation récente de l'avenue Pablo Picasso. Les jeunes se sont demandés pourquoi la priorité budgétaire avait été de réduire la largeur de la route pour installer des pistes cyclables en marge des trottoirs, vu le nombre réduit de cyclistes dans le quartier. Ils ont demandé à être consultés "en tant qu'habitants du quartier, pour dire ce qui serait vraiment utile."

4/ Le 9 décembre : Restitutions, débats et engagements

Le 9 décembre, le temps fort des Assises de la Jeunesse s'est déroulé à la Maison de la Musique, à Nanterre. La journée a rassemblé près de 250 visiteurs, et commencé avec la lecture, par un groupe de comédiens, d'extraits de "La Théorie de l'échec", une pièce écrite par l'un d'entre eux. Le texte, mêlant images de vie quotidienne dans une cité de Nanterre et réflexions impertinentes a rencontré un vif succès auprès du public présent. Il devrait être mis en scène dans le courant 2008.

Cette journée s'est poursuivie par l'occasion de faire le point des travaux menés dans le cadre des Assises. Les représentants de l'Institut BVA, ainsi que les chercheurs et intervenants ont présenté le résultat de leurs études. Ils ont également répondu à des questions du public. A leur suite, des thèmes introduits à la fois par deux des courts-métrages issus de "Filmez Jeunesse" et des questions déposées auparavant par des participants ont permis l'ouverture du débat avec l'équipe municipale. Les micros circulant aussi bien dans la salle que sur la scène ont permis à chacun, quelle que soit sa position dans la ville, de répondre avec ses mots, son vécu, ses idées, sur les thèmes principaux synthétisés par la préparation des Assises.

Enfin, le temps fort s'est conclu par la réponse de la mairie aux désiderata de la jeunesse nanterrienne, avec la présentation du détail des 30 engagements, et l'invitation au point du 13 mars.

4.1/ Les conclusions de Joëlle Bordet

Le fil rouge de la restitution de Joëlle Bordet s'est tissé autour de deux conclusions principales, la définition de l'identité, et l'inquiétude des jeunes. Elle a évoqué cette inquiétude à plusieurs reprises, au cours des débats ou du temps fort du 9 décembre, comme l'une des plus impressionnantes auxquelles elle ait été confrontée lors de ses travaux passés. Elle a d'ailleurs modifié l'introduction de son livre peu avant sa sortie pour rapporter cet élément.

Ainsi, récemment, au quartier du Parc à Nanterre, à la fin d'un entretien [...], l'un d'eux conclut en disant "Madame, c'est important ce qu'on dit là, c'est notre vie, et c'est celle de nos enfants." Aujourd'hui, dans les moments de partage et de dialogue dont j'ai pu être témoin, il y a beaucoup de gravité, et très peu d'insouciance...

Aujourd'hui, les crises identitaires et sociales sont étroitement imbriquées ; elles ne pourront devenir positives que si les conditions d'accueil, d'assurance et de solidarité sont créées.⁵

Cette citation est tout à fait applicable à l'étude du Parc ; Joëlle Bordet a insisté sur l'idée que ces jeunes vivaient dans une insécurité peu relayée par la sphère médiatique, et sur plusieurs niveaux.

Le premier degré d'insécurité était celui de l'avenir, de ce qu'ils allaient devenir, s'ils n'avaient pas accès au travail, à des statuts sociaux positifs, et à des possibilités d'exister dans la société.

Le second niveau d'insécurité était lié à la situation de sortie de l'école ou du collège. Les jeunes sont confrontés, tous les jours, à la vision de ceux qu'ils appellent les "égarés", d'autres à peine plus âgés qu'eux, qui sont sortis tôt du système scolaire. Ces derniers sont livrés à eux-mêmes, et peu font la démarche de contacter la Mission Locale ou le Club de Prévention. Les jeunes les voient consommer et commerçer toutes sortes de drogues pour "tenir", ce qui peut à la fois les effrayer et les attirer.

Les jeunes sont dans une position délicate par rapport à la sécurité de leur intégrité physique. Elle s'inscrit dans leur rapport à la police, mais ne s'y restreint pas. Les violences ne s'expriment pas que dans un seul sens, et elles existent.

⁵ Bordet Joëlle, *Oui à une société avec les jeunes des quartiers !* Editions de l'Atelier, Paris 2007, page 8.

Enfin, la question de l'insécurité nationale revient sur la difficulté pour ces jeunes de définir leur identité. Le rapport à la religion vient alors compliquer leur système de valeurs, avec le danger que leurs références s'opposent au lieu de se compléter.

Joëlle Bordet a ainsi insisté sur la relation entre le niveau de violence policière, dont la ville ne les protège pas, et l'affirmation de l'appartenance musulmane. La construction du groupe se fait sur des bases qui peuvent dériver vers le communautarisme, et c'est là où la ville doit agir, pour diversifier les points d'appui, de confiance, et créer de la citoyenneté au lieu du repli sur soi. La complexité de leur identité est aussi renforcée par le sentiment d'être stigmatisés pour des raisons qu'ils ont eux-même du mal à déterminer. D'après elle, la reconstruction d'un tissage de solidarités entre ces derniers est la clé qui devrait, avec la volonté des jeunes, comme des adultes, leur permettre de s'inscrire durablement comme citoyens dans la ville.

4.2/ Les intervenants extérieurs explorent la ville

Le temps fort s'est poursuivi avec les restitutions d'autres chercheurs, parmi lesquels un géographe, Luc Gwiazdzinsky, un photographe, Denis Darzacq, et une anthropologue, Anne Duhin.

Le premier, le géographe, Luc Gwiazdzinsky, a effectué une recherche portant sur le déplacement des jeunes à travers la ville. Il a équipé des volontaires d'un GPS capable de définir leurs trajets ainsi que leur mode de transport, et en a présenté les résultats le 9 décembre. Son travail a permis de mettre en valeur plusieurs habitudes de déplacements, des enfants qui n'accomplissent qu'un type de parcours régulièrement, jusqu'aux étudiants actifs, qui peuvent cumuler quatre ou cinq moyens de transports dans la semaine, pour se rendre à leur lieu d'étude, de travail et de loisirs. La mairie a évoqué la possibilité d'utiliser ce travail pour redéfinir les cartes de transports en communs municipaux, mais aucune action n'avait été engagée en ce sens à l'été 2007.

Le second, Denis Darzacq a présenté l'exposition photographique visible dans la Maison de la Musique. Il a travaillé avec des acrobates et des jeunes du cirque, pour parvenir à un effet troublant, associant des impressions de lévitation et l'univers urbain de Nanterre.



Denis Darzacq, « Portfolio Nanterre » - Source : <http://denis.darzacq.revue.com/>

Enfin, Anne Duhin, anthropologue universitaire, a présenté la synthèse d'une étude effectuée à partir de blogs personnels de Nanterriens. A travers la lecture de ces derniers, elle a relevé cinq thèmes principaux ; les déclinaisons du « moi », les amis et la famille, les passions, Nanterre et le département, et les sujets politiques et de société. Si elle a surtout conclu sur l'idée que ces blogs n'étaient pas un miroir, pouvant se substituer à une étude approfondie des jeunes eux-mêmes, ils pouvaient mettre en scène une forme de libération de l'expression.

4.3 / La présentation des engagements et le débat

A la suite des restitutions, l'équipe municipale a présenté les 30 engagements pris par la mairie à la lumière des Assises (le détail en est donné plus bas). La lecture de cette liste, ainsi que de mots écrits par les jeunes et rendus le jour même, ont permis de lancer le débat sur les deux requêtes centrales des jeunes Nanterriens.

La question du logement, soulevée sur le mécontentement dû à la durée de l'attente, a donné à André Cassou, adjoint à l'habitat, l'opportunité de clarifier le rôle de la ville dans l'attribution d'HLM. « Nous avons actuellement 3300 demandes de logement par an, dont 1300 qui sont faites par des jeunes qui cherchent un premier appartement pour la plupart. Chaque année, nous en attribuons un nombre inférieur car le système se bloque, et que les locataires ne libèrent pas les places. Cette année, nous auront environ un millier de logements à distribuer, dont 36% qui sont déjà réservés pour des moins de 25 ans. » Depuis la salle, un jeune a soulevé la question de la répartition géographique des logements sociaux : « Pourquoi donner des logements là où nous habitons ? » L'élu a alors expliqué que « les propositions se font d'abord dans les quartiers populaires car c'est là que se trouvent 75 % de notre patrimoine. 6 500 logements devraient être construits dans les dix prochaines années parmi lesquels 40 % de HLM. Ceux-ci seront, dans la mesure du possible, implantés là où le logement social fait défaut ». Il a également précisé que ce taux était le double de celui de 20%, imposé par la loi SRU, confirmant la priorité accordée à cette question.

L'autre grande préoccupation des Nanterriens concernait l'accès au monde du travail. Là encore, les jeunes du public ont interpellé les élus sur l'intérêt de la Mission Locale, qu'ils voyaient comme inutile. C'est Marie-Laure Meyer, conseillère régionale et adjointe à la vie économique et à l'emploi qui leur a répondu. « La mission locale ne possède pas de baguette magique. Elle est confrontée à l'insuffisance d'offres d'emploi sur le marché, au niveau élevé de recrutement. C'est une structure qui existe depuis cinq ans, et plus de 6000 jeunes y ont été reçus. On sait que plus de la moitié d'entre eux ont trouvé un travail ou une formation. Certes, ce n'est pas encore assez, mais il faut aussi savoir que sur 1000 jeunes qui viennent s'inscrire, 400 n'ont aucune qualification ! La Mission Locale doit alors assurer autant de travail sur l'emploi que sur la formation. ».

Au sein du même thème de parole, le Maire a rappelé que le projet Seine Arche n'allait pas se faire contre les jeunes, mais avec eux, en mentionnant par exemple, le travail effectué par la municipalité afin d'ouvrir les portes des entreprises domiciliées dans la ville, et de les rendre accessibles à ses habitants.

Il était important, pour conserver l'équilibre de parole, que les élus puissent ainsi, au sein d'un débat ouvert et égal, répondre aux questions des jeunes, clarifier leur rôle, par rapport à celui du Conseil Général et de l'Etat. A l'issue de ce temps fort, les jeunes étaient à la fois optimistes et dubitatifs. S'ils avaient pris conscience de l'ampleur accordée à la direction de ces Assises, la peur d'être déçus revenait sans cesse dans les conversations. Pour conserver la dynamique enclenchée, le maire, Patrick Jarry a donné le rendez-vous du 13 mars, afin que chacun puisse témoigner, à la fois des avancées telles qu'elles étaient ressenties, mais aussi des progrès moins visibles, effectués par toute l'équipe municipale, épaulée par le service jeunesse. Le point du 13 mars a été présenté comme l'assurance que le fruit des Assises ne serait pas oublié.

Section 2 : Poursuivre l'effort - Le stage à la Maison Daniel Féry

Le stage à la Maison Daniel Féry s'est déroulé sur deux mois, du 12 mars au 11 mai 2007. Le but en était de suivre les actions lancées par les Assises de la Jeunesse, en particulier les dispositifs participatifs et citoyens. C'est la raison pour laquelle l'affectation s'est faite dans la section Vie Sociale et Citoyenne (VSC) de l'espace jeunesse, sous la direction de Stéphanie CATTO, et plus précisément, de Brahim AJJAJ. Ce dernier, travaillant à Nanterre depuis plus de 20 ans, est médiateur jeunesse chargé du quartier du Petit Nanterre et des projets ponctuels, comme celui de « Mon Quartier au Féminin » dont le suivi a constitué le fil rouge du stage.

Deux autres médiatrices constituaient l'équipe du secteur VSC. Sonia EL MEDJ, chargée de trois quartiers (Université, Mont Valérien et le Plateau) pour la coordination des antennes jeunesse, mais aussi des questions d'éducation. Elle organise notamment les stages de révision pendant les vacances scolaires et le dispositif rentrée. Enfin Achraf AIT BEN BOUAZZA s'occupe du quartier du Parc, ainsi que des programmes liés à l'emploi, tels que le forum Jobs d'Eté et la Bourse aux stages.

Le fait d'être intégrée à cette équipe m'a permis d'observer les dispositifs dans leur diversité, en assistant à certaines des réunions avec les partenaires et en prenant part aux évènements proprement dits, comme le rendez-vous du 13 mars qui a constitué le point de départ idéal du stage.

1/ Le point du 13 mars sur les 30 engagements

Le rendez-vous du 13 mars avait été donné par le maire et les élus à l'issue du temps fort du 9 décembre, dans le but d'informer sur les avancées faites depuis les Assises, et éventuellement, rectifier ou préciser des actions en cours. Cette rencontre s'est déroulée à la Maison Daniel Féry, et a réuni plus de 200 participants, dont près de 150 jeunes.

La soirée s'est déroulée en deux étapes principales ; à l'arrivée des visiteurs jeunes et moins jeunes, et des élus, la trace écrite des avancements leur était distribuée. Ils étaient ensuite dirigés vers le hall de la Maison Daniel Féry, où plusieurs espaces dédiés aux ateliers, aux engagements directs, aux réactions et au blog leur permettaient de s'informer, et pour ceux qui le souhaitaient, de s'inscrire aux démarches proposées.

La seconde partie de la soirée a pris place dans la salle de concert, où après l'introduction du maire, et un éclaircissement des politiques budgétaires de la ville, l'équipe municipale a détaillé les avancées des 30 engagements. Ils se concentraient autour de trois volontés motrices ; l'encouragement de l'engagement citoyen des jeunes, la démocratisation de l'accès aux droits, et l'aide à l'épanouissement personnel et à la réussite scolaire :

Thème 1/ Favoriser l'engagement citoyen des jeunes Nanterriens

1.1/ Les structures participatives

Engagement 1 : La réunion, au moins une fois par an, d'une conférence communale de la jeunesse. Elle vise à rassembler tous les partenaires locaux, tels que les associations, l'Education nationale, la police, les partenaires économiques, ou la justice, afin de faire ensemble le bilan de l'année écoulée et d'envisager les perspectives pour l'année à venir. La première de ces conférences devrait avoir lieu à l'automne 2007, et porter principalement sur le travail issu des Assises.

E2 : La mise en place d'un conseil nanterrien de la jeunesse (CNJ).

Ouvert à tous, et dans l'optique de favoriser l'expression, l'échange, la prise d'initiatives ainsi que la consultation des jeunes sur les projets municipaux. Le CNJ regroupera également les structures ayant vocation à favoriser l'engagement des jeunes dans la vie locale.

La première de ces structures est la conférence des délégués de classe de collèges, lycées, centres de formation des apprentis (CFA). Annoncée initialement pour le début de l'été, elle a du être retardée à cause des modalités d'organisation. En avril et mai 2007, les contacts pris avec les collèges, les lycées, les CFA et les élèves délégués pour organiser une première conférence au premier trimestre de l'année scolaire 2007-2008, en parallèle avec les Rencontres Européennes de la Jeunesse. La conférence des délégués faisait partie des priorités de Stéphanie Catto au printemps, elle vise à mieux accompagner les jeunes délégués dans leur rôle, et leur donner les outils leur permettant de peser au sein de leurs établissements scolaires.

Le CNJ devrait aussi inclure les conseils de quartier « spécial jeunes ».

Celui du quartier du Mont-Valérien s'est réuni pour la seconde fois le 9 mars, celui de l'Université s'est tenu en avril, et leur mise en place devrait s'étendre aux autres quartiers de Nanterre d'ici la fin 2007.

Un comité local d'aide aux projets des jeunes devrait être mis en place d'ici au printemps 2008. Lors du point du 13 mars, malgré les premiers contacts effectués, le projet avait peu avancé. Au cours du stage, la liste des crédits, bourses et aides aux projets divers a été faite et transmise à l'ensemble du service dans l'optique de faire évoluer le comité. Il faut également noter qu'une équipe de douze jeunes du Parc participera au 4L Raid Trophy 2008, concrétisant ainsi l'une des requêtes exprimées lors des entretiens.

La création de comités d'usagers des structures suivantes : la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF), la Maison de la Musique, la Maison Daniel Féry, l'Espace Santé Jeune et le Cyber. Le comité d'usagers de la MEF a été créé le 25 janvier, en tirant au sort 20 filles et 20 garçons parmi les usagers suivis depuis au moins six mois par la mission locale (intégrée à la MEF). La première réunion s'est tenue à la fin du mois de mars, en présence d'une adjointe au maire, du directeur de la MEF, de celui de la Mission Locale, et de la médiatrice de Daniel Féry chargée de l'emploi.

E3 : La mise en place de huit ateliers destinés à se réunir mensuellement de janvier à novembre 2007, soit avant la première conférence communale de la jeunesse. Leur rôle a été défini par la mairie comme celui de « réaliser un diagnostic partagé de l'existant, l'état des besoins et des attentes, puis de définir les axes de travail et les propositions concrètes. »

Pour aider les volontaires à y parvenir, les ateliers devaient être co-pilotés par un élu municipal, un cadre communal, et un représentant associatif ou institutionnel... Pour favoriser la participation de tous, une démarche particulière sera engagée en direction de tous ceux qui interviennent sur le thème de l'atelier, et ils seront assistés par les services municipaux experts. Les huit ateliers ont été créés dans les domaines suivants :

- **l'Education** en lien avec la conférence des délégués et le projet éducatif local. Le projet n'avait pas avancé au 13 mars, et il devrait finalement être lancé à la suite de la première conférence des délégués.

- **le Droit au logement.** L'atelier a été créé, avec des jeunes inscrits sur le projet d'atelier et des 18-30 ans inscrits depuis 6 mois comme demandeurs de logement. Plusieurs axes de travail ont été définis, tels que la transparence du fonctionnement des attributions, du jargon, des emplacements et du suivi des engagements pris par la municipalité, la réflexion et éventuellement la revendication de nouveaux droits.

- **la Lutte contre les discriminations et pour un meilleur accès aux droits.** La première réunion s'est déroulée le 21 mars à l'Agora à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les discriminations. La spécificité de cet atelier réside dans sa transversalité, car il aura à examiner les différentes discriminations vécues par les jeunes à Nanterre, et au-delà. Il travaillera sur le vivre ensemble en France, face aux inégalités liées aux handicaps, aux origines culturelles, sociales, de genre, etc.

- **l'Emploi, la formation, l'orientation.** Crée en lien avec le comité d'usagers de la MEF, le Centre d'Information et d'Orientation (CIO) et le Dispositif Rentrée, l'atelier a proposé des axes tels que la réflexion sur l'inadéquation des emplois aux qualifications, la méconnaissance réciproque des jeunes et du monde de l'entreprise, et l'insuffisance d'informations sur les orientations. Il vise l'amélioration du dialogue, pour casser les images sur l'employabilité des jeunes de banlieue, mais aussi pour faire réfléchir et agir les jeunes sur leurs propres stéréotypes et limites.

- **la Santé.** L'atelier vise à développer un comité santé plus que d'usagers de l'Espace Santé Jeune (ESJ), à cause des règles d'anonymat, et du problème de positionnement des jeunes pour qui il n'est pas simple de passer du statut de patient à celui d'acteur. L'ESJ a aussi organisé, en lien avec d'autres partenaires de la ville, un concours de création d'une nouvelle affiche.

Ce concours dont les lauréats ont été désignés le 20 juin dernier, a aidé à la sensibilisation des trois collèges qui y ont participé sur les sujets de santé.

- Sports, cultures et expression des identités. L'atelier a proposé d'explorer les cultures urbaines au sens large, lors des Labobars, des prolongements possibles de Filmez Jeunesse, et de favoriser l'investissement et la pratique de sports d'équipe.

- Prévention, sécurité. L'atelier a proposé de travailler sur la présence dans l'espace public, avec les jeunes confrontés à des situations de violences, avec ceux qui connaissent des rapports conflictuels avec la police, afin de clarifier le rôle et les limites de chacun.

- Citoyenneté. L'atelier vise à accompagner les jeunes, souvent spectateurs de leur ville vers une meilleure appréhension de l'espace public, et les y rendre visibles. Pour cela, il est nécessaire de partir de leurs préoccupations, de leurs projets, de les aider à les mettre en place puis à les faire connaître grâce aux outils disponibles dans la ville. Deux projets, pilotés par l'équipe de Stéphanie Catto ont été lancés, sur deux quartiers différents. "SDF Université" et "Femmes au Chemin-de-l'Ile".

1.2/ Développer l'information et l'expression

E4 : L'engagement de pérenniser le blog, et de mettre sur pied avec les jeunes un comité de rédaction s'est soldé par la création du Sang Neuf de Nanterre. Pour cela, Renald CUZACQ le blogmaster, déjà responsable du blog des Assises s'est recentré sur le recrutement du comité de rédaction, dont la première réunion s'est déroulée le 30 mars. Depuis, le blog reste actif, et les articles sont postés librement par les jeunes envieux d'y écrire. Plusieurs catégories y sont disponibles, consacrées aux Assises, aux événements locaux, aux opinions, etc. Le 13 mars, une déclinaison radio/podcast était envisagée, mais elle a été laissée de côté par le comité de rédaction.

E5 : Travailler la place et l'expression des jeunes dans les publications écrites de la ville. La place et les formes de l'expression des jeunes eux-mêmes dans les publications existantes (magazine, Internet, supports de communication...) devraient faire l'objet d'échanges dans le cadre de l'atelier citoyenneté.

1.3/ Du local au global

E6 : L'organisation de rencontres de jeunes de banlieues européennes

europeennes est prévue pour novembre ou décembre 2007, sur le thème de l'engagement des jeunes de banlieues contre les discriminations. Un projet pourrait être déposé avant le 1^{er} juin auprès de la Commission Européenne pour obtenir des financements. Les premiers contacts se sont faits avec l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Grèce, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Thème 2/ Permettre à chaque jeune l'accès à ses droits

2.1/ La connaissance des droits et le refus des discriminations

E7 : La mise en place de l'accueil des jeunes dans les mairies de quartier. Dès le mois de janvier, une pré-inscription aux séjours vacances proposés par le service jeunesse était disponible dans les mairies de quartier. En février, une permanence mensuelle de l'espace jeunesse du Petit-Nanterre s'est organisée à la mairie de quartier.

E8 : Initier des permanences juridiques destinées aux jeunes Nanterriens.

Depuis janvier 2007, deux permanences mensuelles ont lieu à la maison Daniel-Féry.

E9 : Renforcer le rôle d'information et de ressources du service jeunesse. Cet engagement n'avait pas fait l'objet de structure précise au 13 mars. Cependant, la Maison Daniel Féry s'est attachée à répondre au mieux à toutes les demandes qui lui étaient adressées, allant parfois au-delà de son rôle premier (pour aider un jeune homme à réécrire son CV et une lettre de motivation, par exemple.)

2.2/ Prévention et sécurité

E10 : Activer la mise en place d'un club de prévention dans le quartier Université. Le Conseil Général a présélectionné 2 clubs de prévention. Le choix est en cours, et l'installation devrait se faire d'ici la fin de l'année 2007.

E11 : Signer une convention pour développer l'intervention des 28 éducateurs spécialisés présents dans la ville en direction des 11-20 ans.

Le premier comité de pilotage, constitué de représentants de la ville, du conseil général et des clubs de prévention s'est tenu en juin 2007.

E12 : Accroître la présence des agents de tranquillité aux abords des collèges et des lycées et jusqu'à 22h dans les quartiers. Cette présence a été renforcée aux abords des établissements scolaires. Des dispositifs particuliers se sont mis en place provisoirement devant des collèges pour répondre à des situations ponctuellement tendues.

2.3/ Logement

E13 : Sur 10 logements libérés en affecter 4 à des jeunes demandeurs. En janvier et février 2007, seuls 3 logements proposés sur 10 ont été concernés par cet engagement, car les 81 logements libérés étaient essentiellement de grande taille. Par contre plus de 4 T1 et T2 sur 10 ont été proposés à des jeunes.

E14 : Construire 30% de T2 dans les programmes neufs. Au premier trimestre 2007, les permis délivrés incluaient 36% de T1 et T2, et les logements livrés étaient à 83 % des T1 et T2.

E15 : Favoriser l'accès à un premier logement autonome pour les jeunes en voie d'insertion, et pour cela constituer un réseau de partenaires. La ville participe au projet de création d'une résidence pour jeunes travailleurs (34 chambres) avenue Clémenceau, depuis une décision du conseil municipal de février.

E16 : Augmenter l'offre de logements pour les apprentis et les étudiants. Des contacts ont été pris avec l'Arpej, gestionnaire de la résidence pour étudiants Chanzy (109 chambres, ouverture à la rentrée 2007) pour en faciliter l'accès aux étudiants nanterriens.

2.4/ Emploi

E17 : Ouvrir les portes des entreprises de Nanterre et de La Défense.

Défense. Les 11 premières chartes ville-entreprise ont été signées lors du forum "Entreprises et Territoires" à l'hôtel de ville de Nanterre, en présence de Patrick Jarry, le maire, et Marie-Laure Meyer, conseillère régionale et adjointe au maire déléguée à la Vie économique et à l'Emploi, le 4 avril 2007. La charte est assortie de conventions d'objectifs entre les entreprises et la MEF. Chaque entreprise s'engage sur une partie ou sur l'ensemble des 10 thèmes qui lui sont proposés : emploi, formation, lien social, mécénat, environnement... A la suite de ces signatures, les 11 chartes concerteront entre 90 et 98 recrutements, de 37 à 40 contrats en alternance, et de 38 à 43 stages. À cette initiative, s'en ajoutent d'autres, prises directement par des entreprises. Par exemple, la RATP devrait développer des contrats de professionnalisation auprès des jeunes, et Veolia Environnement a entrepris une campagne de recrutement qui a permis d'embaucher 49 Nanterriens. Cette démarche auprès des entreprises se poursuivra tout au long de l'année, avec pour objectif la signature de 25 chartes d'ici 2008⁶.

E18 : Continuer à employer en priorité des jeunes Nanterriens sur les postes de saisonniers et vacataires de la mairie de Nanterre. Une évaluation de l'application de cette politique lors des vacances d'été 2007 devrait être rendue publique avant la fin de l'année.

E19 : Accompagner les remplaçants et vacataires de longue durée des services municipaux dans leur recherche d'un emploi pérenne. La MEF et la Direction des Ressources Humaines de la mairie travaillent ensemble sur la définition d'un mode d'accompagnement.

⁶ Les chartes sont visibles à cette adresse : <http://entreprises-emploi.hauts-de-seine.net/portal/site/entreprises/opportunite/creation-entreprise-hauts-de-seine/1069/dfc36e2e9e222110VgnVCM100000860aa8c0RCRD.vhtml>

E20 : Soutenir fortement l'action de la MEF en direction des jeunes demandeurs d'emploi. La ville finance la MEF à hauteur de 648 000 €. Un contrat urbain de cohésion sociale a été adopté, par décision du conseil municipal, pour permettre des financements complémentaires en faveur des jeunes habitant les quartiers du Chemin-de-l'Ile, du Petit Nanterre, de l'Université et du Parc.

Thème 3/ Favoriser l'épanouissement individuel et la réussite scolaire

E21 : Actions communes pour améliorer le cadre et la qualité de l'enseignement. Des rendez-vous ont été pris avec le proviseur du lycée Joliot-Curie pour lancer la rénovation de l'établissement et le développement de filières réussite (comme l'ouverture de classes de BTS), mais aussi le CIO pour le dispositif de réussite éducative. Des réunions publiques se sont tenues sur la définition de la carte scolaire.

E22 : Proposer au conseil général et à l'Education nationale que tous les collèges de la ville soient rendus plus attractifs avec notamment la création de sections sport étude, et de classes à horaires aménagés musique (CHAM). Les propositions ont été soumises, mais n'ont pas abouti à la rentrée 2007.

E23 : Ouvrir un centre de formation basket avec l'ESN-JSFN au Palais des sports. La ligue nationale de basket a retenu Nanterre comme lieu d'ouverture d'un centre de formation, et une demande de subvention a été déposée auprès du conseil régional d'Ile-de-France. Les prochaines étapes sont prévues pour la fin 2007.

E24 : Développer avec l'UCPA un centre de formation aux métiers socio-sportifs. Cet engagement n'a pas avancé depuis les Assises.

E25 : Soutenir la mise en place d'une bourse des stages pour les collèges et les lycées. Des contacts ont été pris avec La Poste sur l'amélioration de l'accueil des stagiaires. De son côté, la ville a confirmé son engagement de 400 offres de stage chaque année.

E26 : Expérimenter dès 2006/2007 dans le quartier du Parc le dispositif « Après le collège » proposant une offre globale d'activités culturelles, sportives, éducatives et citoyennes de l'ensemble des partenaires pour les 11/17 ans (ville, collèges, associations, clubs sportifs). L'opération "Quartier libre jeunes Parc" réunissant des offres communes (ville, associations, collèges) réalisée pour la première fois pendant les vacances de février a été renouvelée avec succès aux vacances de printemps. Un "parcours challenge Avenir" a aussi été préparé avec les enseignants, afin de favoriser la découverte des métiers et limiter les ruptures scolaires.

E27 : Soutenir et accompagner l'ensemble des jeunes Nanterriens dans leur orientation scolaire et professionnelle. Cet engagement s'est soldé par la mise en réseau de la MEF et de sa Cité des métiers, du CIO et du « Dispositif rentrée » de la ville, désormais ouvert 12 mois sur 12. Une chargée de mission orientation-formation a été recrutée au sein du service jeunesse, et la pérennisation du "dispositif rentrée" est en cours.

E28 : Développer et élargir le Pôle animation à toutes les vacances scolaires. Depuis son ouverture pendant les vacances de février 2007, le Pôle animation est désormais actif à chaque congé scolaire.

E29 : Permettre l'accès des 11/18 ans, pour 1 € par jour, à un gymnase de la ville pendant toutes les vacances scolaires dans le cadre d'activités encadrées. Cette opération, qui a rencontré le succès avec 850 participants pendant les vacances de février au Palais des Sports, a été réitérée pendant les vacances du printemps, puis tout l'été 2007.

E30 : S'attacher à une véritable mixité filles-garçons dans l'ensemble des activités jeunesse de la ville et présenter un bilan annuel à la conférence communale de la jeunesse. Pour évaluer la répartition des usages, des indicateurs de fréquentations ont été mis en place pour l'année 2007. Au premier trimestre, une moyenne de 25% de filles a été enregistrée dans les espaces jeunesse, et de 38% de filles dans les activités sportives. Elles étaient plus nombreuses au pôle animation (54%), et 56% dans les médiathèques.

Suite à cette présentation, comme pour le débat du 9 décembre, les jeunes ont interpellé les élus, mais aussi leurs semblables présents dans l'assistance. Ils sont revenus sur l'exposé du budget municipal 2007. Avec 4.5 millions d'euros déployés sur l'ensemble des services jeunesse de la ville, mobilisant en supplément 120 personnes ainsi que 60 000 heures de vacation, les moyens mis en œuvre pour les 10-25 ans ont été replacés dans un contexte plus large. Ces dépenses, sont à la fois apparues comme considérables pour certains, et ridicules pour d'autres, selon les points de comparaison. « C'est vrai que c'est une somme énorme, mais sur le budget de la ville, ça correspond à moins de 2% ! Quand on voit la part de la jeunesse, on constitue 20% de la ville... Ce n'est pas représentatif du budget. »

Des vidéos ont également été filmées au cours de la soirée, pour questionner les jeunes sur leur ressenti des avancées faites depuis le 9 décembre. La plupart ont réagi avec optimisme, en soulignant que le laps de temps avait été trop réduit pour assister à des changements importants.

La rencontre s'est achevée par un concert et la possibilité pour tous de discuter avec les élus, les animateurs et les responsables des ateliers de façon plus informelle.

2/ « Mon Quartier au Féminin »

Ce projet, initié avec la « Semaine au Féminin Pluriel » organisée dans le quartier du Chemin de l'Île à l'occasion de la Journée de la Femme le 8 mars, était aussi lié à l'atelier Citoyenneté, correspondant aux volontés issues des Assises de la Jeunesse.

La volonté première était de lancer une démarche à la fois sociale et artistique, pour réécrire l'histoire du quartier du point de vue des femmes. La perspective d'interviews, de micro-trottoir, d'échange entre les jeunes, leurs mères, leurs grand-mères, pouvait aider au renforcement des liens intergénérationnels ainsi qu'à une meilleure connaissance des origines du quartier et de son identité.

Cependant, si ce projet a été l'un des premiers mis en œuvre par le secteur VSC, il a surtout été le plus long à organiser, et le moins fructueux. Par comparaison avec le projet SDF mené sur le quartier de l'Université, où les participants se sont impliqués et ont produit de la matière (réunion, films, entraide), le « Quartier au Féminin » n'a pas trouvé son public.

La constitution du programme a mobilisé plusieurs secteurs du service jeunesse ; le service culturel a mis à disposition un animateur média pour la réalisation des reportages photo et vidéo, et des contacts ont été pris avec un intervenant en arts plastiques, afin de réaliser une carte du Chemin de l'Île en adoptant un ton nouveau. Le budget a été défini, des plages horaires ont été réservées à l'antenne jeunesse, et les animateurs ont assuré la communication autour du projet, inscrivant une demi douzaine de jeunes filles intéressées. Pour sensibiliser le plus grand public possible, une affiche, créée par la graphiste de la ville sur le thème de la femme dans la ville, a été diffusée largement, dans le quartier du Chemin de l'Île, mais aussi sur les grands axes de la ville (abribus, mairies de quartier, etc.)

L'information a été relayée sur le blog du 109.2 ainsi que sur le site de la Ville, indiquant également la possibilité de présenter le travail accompli lors de la fête de quartier du 26 mai. Un après-midi d'échanges, et une marche à travers le Chemin de l'Île étaient aussi envisagés.

Les idées ne faisaient donc pas défaut à ce projet. Malgré cela, une fois les partenaires contactés et les moyens financiers demandés, le premier rendez-vous donné aux jeunes filles a tourné court. Celles-ci ne sont jamais venues, et sans elles, le « Quartier au Féminin » ne pouvait pas se mettre en œuvre.

Un délai supplémentaire a été convenu, mais il n'a que confirmé ce qui s'était déjà produit. Le facteur humain, le plus important dans l'élaboration du projet est même temps la seule donnée ne dépendant pas, même indirectement, du service jeunesse. C'est aussi le seul élément totalement indispensable.

Pour ne pas abandonner le Quartier au Féminin, l'équipe en charge du projet a considéré la possibilité de le remanier dans une perspective différente. Son inscription devait se faire en complément d'une autre démarche plus ancienne, celle d'un groupe de musique constitué de jeunes filles du Chemin de l'Île. Ces dernières travaillent à la réalisation d'un album, enregistré dans le studio de la Maison Daniel Féry. La proposition a ainsi été faite de réaliser un vidéoclip sur les thèmes initiaux du Quartier au Féminin. Toutefois, depuis le mois de mai, le projet semble à l'abandon ; l'information initiale est restée sur nanterre.fr et aucune réalisation du clip n'a été programmée.

3/ Le Comité d'usagers de la MEF

La première réunion du comité d'usagers de la MEF s'est tenue le 30 mars 2007, en présence de Marie-Laure Meyer, adjointe à la vie économique et présidente de la MEF, ainsi que de Christophe DUPONT, directeur de la mission locale.

Les usagers avaient été tirés au sort parmi les jeunes suivis par la MEF depuis au moins 6 mois. Quarante avaient été invités à y participer, mais seulement six d'entre eux étaient présents le 30 mars. Les profils sont aussi variés que les situations de chacun.

L'avantage du mode de sélection a été d'assurer la diversité des participants. Marie-Laure Meyer a ainsi souligné, à la fin de la rencontre, que, même s'ils n'étaient pas nombreux, les jeunes présents restaient représentatifs du public de la MEF.

Cette remarque est intéressante lorsque l'on considère que, lors des débats des Assises, ceux qui s'étaient déplacés étaient déjà inscrits dans une démarche d'engagement au sein de la Cité. A la MEF, les jeunes avaient été invités et aucun d'entre eux n'avait compris la raison précise pour laquelle ils étaient là.

Après une présentation rapide de la MEF, les directeurs ont expliqué le principe du comité d'usager, « parce qu'il faut mieux être acteur que râleur », selon l'expression de Marie-Laure Meyer. Elle a exposé les liens entre les financements de la MEF et les décisions prises par le Conseil d'Administration, et indiqué que le comité allait servir d'orientation stratégique, afin de proposer des questions, des idées de projet au Conseil d'Administration, et ainsi, peser dans le fonctionnement de la MEF. Les participants se sont ensuite présentés, ce qui a donné l'occasion d'évaluer les problèmes rencontrés dans le traitement de leur cas.

Le premier est satisfait de son passage par la MEF : il s'était donné deux semaines après sa remise à niveau pour chercher un emploi, ce qu'il a trouvé, dans la sécurité. C'est le seul à être en contrat à durée indéterminée.

La suivante cherche encore sa voie ; elle a effectué des stages dans plusieurs entreprises, mais éprouve des difficultés à s'entendre avec les patrons. Son témoignage lance l'idée de « contrats » passés entre le conseiller et le demandeur, pour garantir des efforts des deux côtés, et ne pas se laisser tenter par l'assistanat ou l'abandon du dossier.

La troisième suit une formation de comptabilité en alternance, mais suite à une rupture de contrat, elle n'a plus d'employeur depuis un mois. Son cas soulève le type d'urgence que la MEF doit savoir traiter, même si elles font aussi partie des prérogatives de l'école.

Une autre recherche une formation pour devenir auxiliaire de vie, et son voisin est en formation insertion. Il pense devenir menuisier mais les orientations possibles sont en déficit de moyens et ne fonctionnent pas correctement.

Le dernier est en formation linguistique, ce qui doit le conduire en qualification-vente. Il recherche un stage, mais doit déjà jongler entre Paris, Mantes-la-Jolie et Courbevoie, où sont localisés ses modules de formation. L'offre d'orientation de la MEF est régionale, mais elle pose aussi la question de la mobilité, car les solutions ne sont pas toujours localisées sur Nanterre. Le jeune participant est un cas extrême, mais le personnel rencontre parfois son inverse, des jeunes qui refusent des formations parce qu'ils les jugent trop éloignées de leur lieu d'habitation (y compris lorsqu'elles se trouvent dans la même ville).

La réunion s'est conclue sur la proposition de créer un guide informatif sur le rôle et « l'utilisation » des conseillers de la MEF, destiné à faire gagner du temps à tous en agissant sur la durée, ainsi que l'idée des contrats bilatéraux. Les prochaines réunions, prévues sur des créneaux horaires plus accessibles, devraient accueillir davantage de participants

4/ Bilan du stage à la Maison Daniel Féry

Les retours et bilans effectués par le service jeunesse ont mis en avant six idées importantes :

- Les Assises ont rempli leur objectif premier, en favorisant l'expression des jeunes et en libérant la parole.
- L'enquête BVA et les travaux des chercheurs tels que Joëlle Bordet ont permis d'affiner la connaissance des jeunes Nanterriens, de leurs besoins, souhaits et projets. C'était une étape indispensable pour définir les axes importants sur lesquels la ville se doit de réfléchir et proposer.
- La diversification des formes et des modes d'expression, bien que le retour aux réunions classiques ait été prépondérant.
- La capacité à construire du « commun » et de « l'intérêt général » à partir de l'individu et de son regard particulier. Sur ce point, Filmez Jeunesse a été une réussite.
- Les jeunes sont globalement satisfaits de l'action de la ville en leur direction, mais ils souhaitent être pris en compte, être écoutés et représentés à Nanterre. Les propositions visant à favoriser l'engagement des jeunes dans la vie locale vont dans ce sens.
- La liste des trente engagements était la vitrine d'une réactualisation ambitieuse de la politique jeunesse de la ville. Libérer la parole n'étant pas en soi un acte suffisant à l'accomplissement de cette démarche, la municipalité a voulu insister sur la nécessité d'y associer les jeunes comme les partenaires locaux.

D'une manière générale, l'équipe du service jeunesse est réellement impliquée dans la mise en œuvre des 30 engagements. L'attention apportée à cet évènement à la fois au sein même de la ville qu'à l'extérieur impose une pression supplémentaire quant aux résultats. Les jeunes sont aussi un moteur de réactivité ; ils restent critiques, parfois même sceptiques sur les avancées réelles qu'ils ne voient pas encore se matérialiser sous leurs yeux. Mais même les plus pessimistes restent dans une démarche de demande face à la municipalité, et peuvent éprouver des difficultés à s'impliquer personnellement, à faire des efforts sur les actions proposées.

Par exemple, toutes les études menées lors des Assises confirmaient l'envie de s'engager, en particulier contre les inégalités, et le 13 mars, le stand de l'atelier Discriminations a rencontré un vif succès. Malgré ces indices de réussite, la première réunion de cet atelier a du être annulée et reportée à une date ultérieure, car tout comme le pilote de Mon Quartier au Féminin, elle n'a pas rassemblé de jeunes. De même, l'espace dédié à l'engagement lors du Forum Jobs d'Eté le 4 avril a été vécu comme un échec ; les intervenants rassemblés pour l'occasion sont restés totalement transparents aux yeux des visiteurs. Ces derniers ne se sont que très rarement arrêtés aux stands disponibles.

Certains jeunes deviennent ainsi de véritables « clients » de la ville, à l'image de l'étudiant, rencontré lors des entretiens du Parc, et croisé à plusieurs reprises à la suite des Assises. Dans le passé, il avait déjà passé son BAFA, ainsi que le Brevet de Secourisme grâce aux programmes de la Ville. Il avait aussi été embauché comme animateur vacataire par le service jeunesse. Au mois d'avril, il est venu à la Maison Daniel Féry pour se faire aider dans la rédaction d'une lettre de motivation. Il avait décidé d'arrêter l'université et de postuler pour devenir agent de tranquillité, dans le cadre des postes créés par les Assises. Ses démarches, d'engagement, de formation, d'emploi se sont toutes faites au sein des institutions municipales. Si cette situation présente la garantie d'une implication réelle (il était présent à l'un des entretiens du Parc, tous les débats de restitution, les temps forts du 9 décembre et du 13 mars et était aussi volontaire pour Luc Gwiazdzinsky), elle présente aussi des risques de développement de dépendances, voire d'assistanat.

Conclusion : Deux mondes à associer pour un avenir commun

La relation entre les jeunes et la ville, à Nanterre, n'est pas nouvelle. Les structures présentes favorisent une articulation qui date d'avant les Assises Jeunesse. La nouveauté de ce procédé était tout d'abord visible dans l'ampleur des moyens, des études et des outils mis en œuvre. Les travaux de préparation ont concerné près de 6000 personnes, et leur diversité a permis de brosser un portrait assez précis de la jeunesse nanterrienne, à la fois dans son homogénéité et ses contradictions.

La prise en compte de leurs requêtes, de ce dont ils considéraient avoir besoin est également un point fort de la démarche municipale. Joëlle Bordet a d'ailleurs salué cette initiative, car selon elle, « peu de villes de cette taille s'y seraient risquées. Les résultats ne seront peut être pas parfaits, mais la volonté est réelle. » Les 30 engagements sont un témoin précis de cette détermination. Ils correspondent aux doléances des jeunes, et leur mise en œuvre est prévue sur le long terme. Les domaines concernés sont suffisamment diversifiés pour offrir une base honorable à la constitution d'un lien fort entre la jeune population et les institutions qui l'encadrent.

Les procédés, construits sur une logique participative, visent à installer une relation de confiance entre habitants et élus, en les plaçant dans la même position de consultation, de pratique de la démocratie. C'est en multipliant ces expériences que la définition de la chose publique pourra s'épanouir, et intégrer, par la pratique, le sentiment citoyen des jeunes au-delà d'une relation d'offre et de consommation.

Le développement de l'accès au travail, à l'activité économique, est primordial, pour éviter un retrait de l'implication par rapport aux institutions, qui en sont souvent tenues pour responsables. L'absence de perspectives vécue par de nombreux jeunes gens les inquiète profondément, et si l'accès, encore relativement facile dans un pays comme la France, à la consommation, permet de ne pas vivre strictement dans la survie au quotidien, le manque de ressources empêche de se projeter dans l'avenir, et de s'étayer avec confiance dans des statuts sociaux positifs. La problématique de l'emploi est liée à celle du logement, car les jeunes adultes confrontés à la précarité de l'emploi ne peuvent pas accéder au logement, ni s'installer dans la vie de façon autonome

Si ces problématiques ont été largement traitées par la ville dans les 30 engagements, et dans la limite de ses moyens, il restera notamment des progrès à faire sur le rapport à l'autorité, en particulier à celle de la police. Il est urgent de développer des dialogues entre la population et les forces de l'ordre, pour les aider à coexister dans le même espace sans se haïr. Quant aux questions d'identités, Nanterre a choisi de privilégier les liens locaux, en développant les échanges pour créer un véritable sentiment citoyen municipal stable. Un tel repère pourrait les aider à mieux associer les autres facettes de leurs identités, et de continuer à se construire au contact des autres, qu'ils viennent du quartier voisin ou de l'autre côté de la planète.

La ville de Nanterre a ainsi conclu un pari avec sa jeunesse. Se construire ensemble est un défi qui demandera encore des efforts actifs des deux côtés et assez de souplesse pour être rectifiés en cours d'application. Les résultats ne peuvent être garantis à l'avance ; pour évaluer le succès de cette politique municipale, il faudra la suivre dans la durée.

Bibliographie

BORDET, Joëlle, *Oui à une société avec les jeunes des cités !* Editions de l'Atelier, Paris, 2007.

CICHELLI, Vincenzo (collectif, sous la direction de), *Ce que nous savons des jeunes.* Presses Universitaires de France, Paris, 2004.

DAUBECK, Noël et DELJARRIE, Bernard, *Nous sommes aussi des citoyens ! - Regards de jeunes sur notre société.* Le Cherche-Midi, Paris, 2006.

MARLIERE, Eric, Jeunes en cité – *Diversité des trajectoires ou destin commun ?* L'Harmattan, Paris, 2005.

Autres sources

Site Internet de la ville de Nanterre : www.nanterre.fr (fin juillet 2007)

Le *Sang Neuf de Nanterre* (blog des Assises) :

<http://www.nanterre.net/109.2/> (août 2007)

Le portfolio de Denis Darzacq :

<http://denis.darzacq.revue.com/nanterre/index.html> (août 2007)

La Consultation Nationale des Jeunes, du questionnaire aux mesures, La Documentation Française, Paris 1995

Site internet de l'Insee : www.insee.fr (août 2007), y compris "Zoom sur un territoire : Département des Hauts-de-Seine" :

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/zoom/chif_cles/fregdep/fdep92.htm

Site internet du projet Seine Arche (juin 2007) :

<http://www.seine-arche.fr/>

Site du Conseil Général des Hauts-de-Seine consacré à l'emploi (septembre 2007) :

<http://entreprises-emploi.hauts-de-seine.net/>